

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed

[2013/201314]

18 FEBRUARI 2013. — Arrest van de Raad van State

Bij arrest nr. 222.544 van 18 februari 2013 in de zaak A. 203.387/X-14.995 wordt het volgende bepaald :

De Raad van State vernietigt artikel 3 van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 september 2011 tot wijziging van diverse bepalingen van het besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2007 tot reglementering van het sociale huurwoningstelsel ter uitvoering van titel VII van de Vlaamse Wooncode en tot wijziging van artikel 17 van het besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2007 houdende de financiering van de sociale huisvestingsmaatschappijen voor de realisatie van sociale huurwoningen en de daaraan verbonden werkingskosten.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09118]

8 MARS 2013. — Circulaire relative à certains aspects de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux près les Cours d'appel,

A Madame et Messieurs les Bourgmestres et Officiers de l'état civil du Royaume,

I. INTRODUCTION

Le *Moniteur belge* du 14 décembre 2012 a publié la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration (ci-après, « la Loi »). Cette loi modifie également les articles 237, 238 et 249 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les articles 569, 22°, 604 et 628, 9°, du Code judiciaire et les articles 36, alinéa 2, et 38 du Code de droit international privé.

Conformément à l'article 32, § 1^{er}, de la Loi, les dispositions modificatives sont d'application depuis le 1^{er} janvier 2013 à l'exception des articles 18 à 22 qui sont entrés en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge* à savoir le 14 décembre 2012. Les dispositions du Code de la nationalité belge visées par les articles 18 à 22 de la loi sont les articles 22, § 1^{er}, 2^o et 7^o, et § 4, 23, § 1^{er}, 1^o, 23/1, 24 et 25.

Il convient de mentionner également l'adoption de deux arrêtés royaux pris sur la base des articles 2, 3, 4, 12 et 17 de la Loi à savoir, d'une part, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration publié au *Moniteur belge* le 21 janvier 2013, 2^e édition, (Erratum *Moniteur belge* du 18 février 2013), ci-après dénommé « l'arrêté royal du 14 janvier 2013 », et d'autre part, l'arrêté royal du 17 janvier 2013 portant la liste des pays où l'obtention d'actes de naissance est

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09118]

8 MAART 2013. — Omzendbrief betreffende bepaalde aspecten van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan de Dames en Heren Procureurs-generaal bij de Hoven van beroep,

Aan Mevrouw en Heren Burgemeesters en Ambtenaren van de burgerlijke stand van het Rijk,

I. INLEIDING

De wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken (hierna "de Wet" genoemd), werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 2012. Deze wet wijzigt tevens de artikelen 237, 238 en 249 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, alsook de artikelen 569, 22°, 604 en 628, 9° van het Gerechtelijk Wetboek en de artikelen 36, tweede lid, en 38 van het Wetboek van internationaal privaatrecht.

Overeenkomstig artikel 32, § 1, van de Wet zijn de wijzigingsbepalingen van toepassing sinds 1 januari 2013, met uitzondering van de artikelen 18 tot 22, die in werking getreden zijn de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt, dus 14 december 2012. De bepalingen van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bedoeld in de artikelen 18 tot 22 van de Wet, zijn de artikelen 22, § 1, 2° en 7°, en § 4, 23, § 1, 1°, 23/1, 24 en 25.

Voorts moet gewezen worden op de uitvaardiging van twee koninklijk besluiten, genomen op grond van de artikelen 2, 3, 4, 12 en 17 van de Wet, namelijk het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot uitvoering van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 2013, tweede editie (Erratum *Belgisch Staatsblad* 18 februari 2013), hierna "het koninklijk besluit van 14 januari 2013" genoemd, alsook het koninklijk besluit van

impossible ou engendre des difficultés sérieuses publié au *Moniteur belge* le 30 janvier 2013, ci-après dénommé « l'arrêté royal du 17 janvier 2013 ».

Dans la mesure où il s'agit d'une refonte importante du régime de la nationalité belge, il me paraît nécessaire d'éclairer les parquets et les officiers de l'état civil sur la portée des dispositions qu'ils sont susceptibles d'appliquer dans l'exercice de leurs fonctions. Dans ce contexte, il va de soi que cette circulaire remplace, pour les déclarations et les demandes introduites à partir du 1^{er} janvier 2013, les circulaires antérieures, en particulier, la circulaire du 25 avril 2000 concernant la loi du 1^{er} mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge (*Moniteur belge* 6 avril 2000), la circulaire du 20 juillet 2000 complétant la circulaire du 25 avril 2000 (*Moniteur belge* 20 juillet 2000) et la circulaire du 25 mai 2007 relative aux modifications du Code de la nationalité belge introduites par la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I).

Les aspects de la réforme seront abordés dans la présente circulaire en respectant l'ordre selon lequel ils sont traités dans le Code de la nationalité belge (ci-après, « le Code » ou « CNB »). L'objectif n'est naturellement pas de traiter en profondeur chaque aspect du Code réformé mais uniquement ceux qui, nonobstant les arrêtés royaux d'exécution pris en vertu de la Loi, nécessiteraient encore certaines clarifications.

Pour ceux qui souhaiteraient approfondir davantage la « ratio legis » de chaque disposition réformée du Code, on renverra aux travaux préparatoires de la Loi : les commentaires de la Loi (*Doc. Parl.*, Doc. 53/0476/010 et 0476/013), le Rapport fait au nom de la Commission de la Justice par Ch. Brotcorne (*Doc. Parl.*, Doc. 53/0476/015) et le rapport au Roi des deux arrêtés royaux d'exécution précités.

Il va de soi que la présente circulaire s'applique sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux.

II. QUELQUES NOTIONS GENERALES DU CODE DE LA NATIONALITE BELGE

Ces notions sont contenues aux articles 1^{er}, § 2, 1^o et 4^o, 5 et 7bis du chapitre I^{er} du Code relatif aux dispositions générales. Ce chapitre, comme son intitulé l'indique, a vocation à s'appliquer à l'ensemble du Code de la nationalité belge c'est-à-dire aux attributions et aux acquisitions en ce compris le recouvrement. Le recouvrement, même s'il fait l'objet à lui seul d'un chapitre distinct, constitue une forme d'acquisition de la nationalité belge.

A. LA RESIDENCE PRINCIPALE

Auparavant, la notion de résidence principale devait exclusivement être envisagée en tant que notion purement factuelle. On visait ainsi le lieu où la personne vivait et avait fixé le centre de ses intérêts socio-économiques, la réalité d'une habitation susceptible d'être prouvée par toute voie de droit.

En précisant à l'article 1^{er}, § 2, 1^o, CNB que la résidence principale devra désormais correspondre à l'inscription dans les registres de population ou le registre d'attente, la Loi marque une rupture avec le système antérieur.

B. LES FAITS PERSONNELS GRAVES

L'empêchement résultant de faits personnels graves constitue, avec l'absence des conditions de base requises dans l'une et l'autre procédure, un des fondements possibles de l'avis négatif que le procureur du Roi peut être amené à donner au sujet d'une déclaration de nationalité ou d'une demande de naturalisation.

Afin de tendre vers une uniformisation de la notion de « faits personnels graves » et garantir une égalité de traitement à tous les candidats à la nationalité belge, le législateur s'est attaché à qualifier de faits personnels graves un certain nombre de faits qui, à son estime, relevaient incontestablement du champ d'application de cette notion.

Une première liste contenant des éléments représentant en tout état de cause des « faits personnels graves » a ainsi été établie à l'article 1^{er}, § 2, 4^o, CNB tel que modifié par l'article 2 de la Loi. Cette liste a ensuite été complétée par le chapitre II de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Il est à relever que les listes établies dans la Loi et l'arrêté royal se fondent d'une part sur les critères d'appréciation des demandes de naturalisation de la Chambre des représentants et d'autre part sur la pratique des procureurs du Roi du Royaume qui apprécient cette notion au regard de la moralité du candidat belge mais aussi du respect témoigné envers les lois et normes belges susceptibles dans certains cas de faire obstacle à l'acquisition de la nationalité belge.

17 janvier 2013 tot vaststelling van de lijst van landen waar het verkrijgen van akten van geboorte onmogelijk is of op zware moeilijkheden botst, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 januari 2013, hierna "het koninklijk besluit van 17 januari 2013" genoemd.

Aangezien het gaat om een ingrijpende herziening van het stelsel van de Belgische nationaliteit, lijkt het mij noodzakelijk om de parketten en de ambtenaren van de burgerlijke stand duiding te geven bij de draagwijdte van de bepalingen die zij bij de uitoefening van hun ambt dienen toe te passen. In deze context vervangt deze omzendbrief uiteraard, voor de verklaringen en verzoeken ingediend vanaf 1 januari 2013, de voorgaande omzendbrieven, inzonderheid de omzendbrief van 25 april 2000 inzake de wet van 1 maart 2000 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit (*Belgisch Staatsblad* 6 april 2000), de omzendbrief van 20 juli 2000 tot aanvulling van de omzendbrief van 25 april 2000 (*Belgisch Staatsblad* 20 juli 2000) en de omzendbrief van 25 mei 2007 met betrekking tot de wijzigingen aan het Wetboek van de Belgische nationaliteit die werden ingevoerd door de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I).

De aspecten van de hervorming komen in deze omzendbrief aan bod in de volgorde waarin zij behandeld worden in het Wetboek van de Belgische nationaliteit (hierna "het Wetboek" of "WBN" genoemd). Het is natuurlijk niet de bedoeling uitvoerig stil te staan bij elk aspect van het herziene Wetboek, maar enkel bij die aspecten die nog enige verduidelijking behoeven niettegenstaande de koninklijke uitvoeringsbesluiten genomen krachtens de Wet.

Voor een nadere lezing van de "ratio legis" van elke herziene bepaling van het Wetboek, verwijzen wij naar de voorbereidende werken van de Wet, namelijk de commentaren bij de Wet (*Gedr. St.*, Doc. 53/0476/010 en 0476/013), het Verslag namens de Commissie voor de Justitie uitgebracht door Ch. Brotcorne (*Gedr. St.*, Doc. 53/0476/015) en het verslag aan de Koning bij de twee voornoemde koninklijke uitvoeringsbesluiten.

Uiteraard laat de toepassing van deze omzendbrief de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken onverlet.

II. ENKELE ALGEMENE BEGRIPPEN VAN HET WETBOEK VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

Deze begrippen zijn omschreven in de artikelen 1, § 2, 1^o en 4^o, 5 en 7bis van hoofdstuk I van het Wetboek met betrekking tot de algemene bepalingen. Zoals de titel van dit hoofdstuk aangeeft, is het over de gehele lijn toepasselijk op het Wetboek van de Belgische nationaliteit, dat wil zeggen op de toekenning en de verkrijging, met inbegrip van de herkrijging. Ofschoon de herkrijging op zich een onderscheiden hoofdstuk uitmaakt, betreft het een vorm van verkrijging van de Belgische nationaliteit.

A. HOOFDVERBLIJFPLAATS

Het begrip hoofdverblijfplaats was vroeger uitsluitend een feitelijk begrip. Aldus werd daaronder verstaan de plaats waar de persoon hoofdzakelijk leefde en waar hij het centrum van zijn socio-economische belangen had gevestigd, een echt verblijf, dat met elk rechtsmiddel kan worden bewezen.

Met te stellen in artikel 1, § 2, 1^o, WBN, dat de hoofdverblijfplaats voortaan moet overeenstemmen met de inschrijving in de bevolkingsregisters of het wachtregister, breekt de Wet met de voorheen geldende regeling.

B. GEWICHTIGE FEITEN EIGEN AAN DE PERSOON

Het beletsel wegens gewichtige feiten eigen aan de persoon is, samen met het niet-voldoen aan de grondvoorwaarden die zijn vereist in het kader van een bepaalde procedure, één van de mogelijke gronden voor het negatieve advies dat de procureur des Konings kan verstrekken ten aanzien van een nationaliteitsverklaring of een naturalisatieverzoek.

Met het doel te streven naar eenvormigheid van het begrip "gewichtige feiten eigen aan de persoon" en de gelijkheid van behandeling van alle kandidaat-Belgen te waarborgen, heeft de wetgever een bepaald aantal feiten, die naar zijn mening onmiskenbaar onder het toepassingsgebied van dat begrip vielen, als dusdanig gekwalificeerd.

Een eerste opsomming van elementen die in ieder geval gelijkstaan met "gewichtige feiten eigen aan de persoon", is aldus opgenomen in artikel 1, § 2, 4^o, WBN zoals gewijzigd bij artikel 2 van de Wet. Die opsomming is naderhand aangevuld bij hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

Er dient vermeld te worden dat de in de Wet en het koninklijk besluit opgenomen lijsten gebaseerd zijn op enerzijds de beoordelingscriteria die de Kamer van volksvertegenwoordigers hanteert voor naturalisatieverzoeken en anderzijds op de praktijk van de procureurs des Konings van het Rijk, die dat begrip aftoetsen aan de moraliteit van de kandidaat-Belg evenals aan zijn respect voor de Belgische wetten en normen die in bepaalde gevallen een beletsel kunnen vormen voor het verwerven van de Belgische nationaliteit.

Pour plus d'informations sur les raisons précises ayant présidé le choix des cas visés par la Loi et l'arrêté royal, il est renvoyé aux explications fournies dans le rapport au Roi de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (*Moniteur belge*, 21 janvier 2013, p. 2596).

C. LE MECANISME DE REMPLACEMENT DE L'ACTE DE NAISSANCE EN CAS D'IMPOSSIBILITE OU DE DIFFICULTES SERIEUSES

L'article 5 CNB a été modifié par l'article 3 de la Loi afin de permettre l'identification des pays où l'obtention d'actes de naissance est objectivement impossible ou engendre des difficultés sérieuses. Sur ce point, il est renvoyé à l'arrêté royal du 17 janvier 2013.

Comme exprimé de manière non équivoque dans les travaux préparatoires, le législateur entend clairement limiter le recours massif à la pratique des attestations consulaires et ce faisant généraliser le renvoi vers l'acte de notoriété (Commentaires de la Loi, *Doc. parl.*, Chambre, Doc. 530476/13 p. 21 et 22).

Un candidat à la nationalité belge dont l'acte de naissance a été dressé dans un pays repris sur la liste précitée ne devra pas établir qu'il lui est impossible (ou sérieusement difficile) de se procurer l'acte d'état civil en question. Dans ce cas, l'officier de l'état civil doit accepter que la copie conforme de cet acte puisse être remplacée par un document équivalent délivré par les autorités diplomatiques ou consulaires du pays où l'acte de naissance de l'intéressé a été dressé. Il va de soi que si l'étranger éprouve des difficultés sérieuses à se procurer ce document équivalent, il pourra y suppléer via un acte de notoriété de la manière prévue à l'article 5, § 3, et suiv. du Code; celui-ci pouvant à son tour être remplacé par une déclaration sous serment de l'intéressé conformément à l'article 5, § 4, CNB.

Pour les pays non mentionnés dans la liste, l'étranger qui s'estime dans l'impossibilité (ou éprouve des difficultés sérieuses) de se procurer l'acte au lieu de naissance - ou d'obtenir un document qui remplace cet acte en vertu du droit local ou, encore, de rétablir via une procédure locale un acte qui manquerait ou qui aurait disparu - devra s'adresser aux autorités judiciaires belges à savoir le juge de paix et le tribunal de première instance afin que lui soit délivré un acte de notoriété dûment homologué conformément aux §§ 1^{er} à 3 de l'article 5 CNB.

L'acte de notoriété mentionnera les causes qui rendent la production de l'acte de naissance impossible ou très difficile. La notion d'impossibilité ou de difficultés sérieuses devra en tout état de cause être interprétée de manière stricte. Ainsi, l'impossibilité matérielle comme le coût du voyage induit par la nécessité de retourner dans le pays où l'acte a été dressé ne devra plus être considérée comme étant un empêchement suffisant à la production de l'acte de naissance. Si l'étranger éprouve des difficultés sérieuses à se procurer l'acte de notoriété, il pourra y suppléer avec l'autorisation du tribunal par une déclaration sous serment conformément à l'article 5, § 4, CNB.

D. LE SEJOUR LEGAL

1. L'article 7bis, § 1^{er}, CNB - les principes généraux

L'objectif poursuivi par les auteurs de la Loi est clairement de mettre un terme aux possibilités d'instrumentalisation de l'octroi de la nationalité belge par les candidats à la nationalité belge afin de pallier d'éventuelles difficultés relatives à leur statut administratif de séjour.

C'est la raison pour laquelle, par le biais d'une disposition à portée générale, l'article 7bis, § 1^{er}, CNB modifié par l'article 4 de la Loi, prévoit comme condition générale d'acquisition ou de recouvrement de la nationalité belge, l'obligation pour l'étranger de résider et d'avoir résidé sans interruption à titre principal en Belgique sous le couvert de séjours légaux non seulement au moment de la demande ou de la déclaration mais également durant les périodes précédant immédiatement cette demande ou cette déclaration.

2. L'article 7bis, § 2, CNB - la définition du séjour légal

L'article 7bis, § 2, CNB s'attache à définir de manière générale et uniforme le contenu à donner à la notion de séjour légal tel qu'il a vocation à s'appliquer aux dispositions relatives aux modes d'acquisition ou de recouvrement de la nationalité prévus aux chapitres III et V du Code.

Par application de cette définition du séjour légal, le candidat à la nationalité belge doit, au moment de la demande ou de la déclaration, disposer d'un droit de séjour illimité et avoir fixé sa résidence principale en Belgique.

Voor verdere informatie over de precieze beweegredenen achter de keuze van de gevallen voorzien in de Wet en het koninklijk besluit, wordt verwezen naar de toelichting in het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 14 januari 2013 (*Belgisch Staatsblad*, 21 januari 2013, blz. 2596).

C. HET VERVANGINGSMECHANISME VOOR DE AKTE VAN GEBOORTE IN GEVAL VAN ONMOGELIJKHEID OF ZWARE MOEILIKHEDEN

Artikel 5 WBN werd gewijzigd bij artikel 3 van de Wet met het oog op de vaststelling van de landen waar het verkrijgen van akten van geboorte objectief gezien onmogelijk is of op zware moeilijkheden stuit. Op dit vlak wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 17 januari 2013.

Zoals op ondubbelzinnige wijze tot uiting komt in de voorbereidende werken, wil de wetgever het veelvuldige beroep op de consulaire attesten duidelijk inperken en dit door de verwijzing naar de akte van bekendheid te veralgemenen (Commentaren van de wet, *Parl. St. Kamer*, Doc. 530476/13, blz. 21 en 22).

Een kandidaat-Belg wiens akte van geboorte opgesteld werd in een land dat voorkomt op de voornoemde lijst, hoeft niet het bewijs te leveren dat hij in de onmogelijkheid verkeert (of op zware moeilijkheden botst) om zich de desbetreffende akte van de burgerlijke stand te verschaffen. In dat geval moet de ambtenaar van de burgerlijke stand aannemen dat het voor eensluidend verklaard afschrift van die akte kan vervangen worden door een gelijkwaardig document afgegeven door de diplomatieke of consulaire overheden van het land waar de akte van geboorte van de belanghebbende werd opgesteld. Het spreekt voor zich dat, indien de vreemdeling zware moeilijkheden ondervindt om zich dat gelijkwaardig document te verschaffen, hij dat document kan vervangen door middel van een akte van bekendheid op de wijze zoals bepaald in artikel 5, § 3, en volgende van het Wetboek; en die akte kan op haar beurt vervangen worden door een beëdigde verklaring van de belanghebbende overeenkomstig artikel 5, § 4, WBN.

Voor de landen die niet voorkomen op de lijst, moet de vreemdeling die meent dat hij in de onmogelijkheid verkeert (of op zware moeilijkheden botst) om zich de akte op de plaats van geboorte te verschaffen - of een document te verkrijgen dat die akte vervangt overeenkomstig de lokale wetgeving, of nog om via een lokale procedure een ontbrekende of verdwenen akte opnieuw op te maken - zich wenden tot de Belgische rechterlijke overheden, namelijk de vrederechter en de rechtbank van eerste aanleg, opdat hem een overeenkomstig §§ 1 tot 3 van artikel 5 WBN behoren gehomologeerde akte van bekendheid zou worden verstrekt.

De akte van bekendheid zal melding maken van de redenen die de voorlegging van de akte van geboorte onmogelijk of zeer moeilijk maken. Het begrip onmogelijkheid of zware moeilijkheden moet in ieder geval strikt worden geïnterpreteerd. Aldus kan de materiële onmogelijkheid, zoals de kostprijs van de reis wegens de noodzakelijke terugkeer naar het land waar de akte werd opgesteld, niet langer worden beschouwd als een afdoend beletsel voor de voorlegging van de akte van geboorte. Indien de vreemdeling op ernstige moeilijkheden botst om zich de akte van bekendheid te verschaffen, kan hij dit, met toestemming van de rechtbank, vervangen door een beëdigde verklaring overeenkomstig artikel 5, § 4, WBN.

D. HET WETTELIJK VERBLIJF

1. Artikel 7bis, § 1, WBN - algemene principes

Het doel van de auteurs van de Wet is duidelijk komaf te maken met de mogelijkheden om de verwerving van de Belgische nationaliteit als middel te gebruiken door de kandidaat-Belgen om eventuele problemen in verband met hun administratief verblijfsstatuut te verhelpen.

Om deze reden voorziet artikel 7bis, § 1, WBN, gewijzigd bij artikel 4 van de Wet, met een bepaling van algemene strekking, als algemene voorwaarde voor de verkrijging of her verkrijging van de Belgische nationaliteit, in de verplichting voor de vreemdeling om op ononderbroken wijze hoofdzakelijk in België te verblijven en te hebben verbleven onder dekking van wettelijke verblijven, en dit niet alleen op het ogenblik van het verzoek of de verklaring maar ook gedurende de periodes die onmiddellijk aan dat verzoek of die verklaring voorafgaan.

2. Artikel 7bis, § 2, WBN - definitie van het wettelijk verblijf

Artikel 7bis, § 2, WBN beoogt een algemene en eenvormige omschrijving van het begrip wettelijk verblijf te geven zoals het dient toegepast te worden op de bepalingen betreffende de wijzen van verkrijging of her verkrijging van de nationaliteit bedoeld in de hoofdstukken III en V van het Wetboek.

Krachtens deze definitie van wettelijk verblijf moet de kandidaat-Belg, op het tijdstip van het verzoek of de verklaring, in het bezit zijn van een wettelijk verblijf van onbeperkte duur en zijn hoofdverblijfplaats gevestigd hebben in België.

En revanche, pour la période qui précède, l'intéressé, devra, par application de l'article 7bis, § 2, CNB, avoir été admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume ou autorisé à s'y établir conformément à la loi sur les étrangers ou la loi sur les régularisations.

Sur la manière dont les notions de séjour légal au sens du § 2 de l'article 7bis CNB doivent concrètement être appréhendées, l'on se reportera à ce qui est exposé au Chapitre III de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 qui énonce de manière exhaustive la liste des documents de séjour à prendre en considération en tant que preuve du séjour légal.

3. L'article 7bis, § 3, CNB - la notion d'absence temporaire

En ce qui concerne la règle générale d'ininterromption, il a été prévu au § 3 de l'article précité que le caractère ininterrompu du séjour tel que défini au § 1^{er} ne serait pas affecté par des absences temporaires de six mois maximum et ce, pour autant que ces absences ne dépassent pas au total une durée d'un cinquième des délais requis par le présent Code dans le cadre de l'acquisition de la nationalité.

Comme le précisent les travaux préparatoires, l'objectif visé est d'autoriser l'intéressé à effectuer des séjours à l'étranger afin de régler des questions de convenances personnelles, professionnelles, académiques ou scolaires (Rapport fait au nom de la Commission de Justice, op.cit, p.14).

Doivent être considérées comme temporairement absentes, les catégories de personnes telles que définies à l'article 18, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers. Pour les ressortissants étrangers qui quittent temporairement le territoire et se trouvent dans une situation d'absence temporaire et l'ont signalé à la commune d'inscription, cette absence temporaire doit être enregistrée sous le code TI 026.

4. Cas particuliers

4.1. La radiation d'office

La circonstance que l'étranger ait, au cours de la période préalable à l'introduction de sa demande/déclaration, fait l'objet d'une décision de radiation d'office devra être assimilée à une interruption de résidence. Dans ce cas, il conviendra de comptabiliser la durée de résidence légalement requise uniquement à partir de la date de réinscription de l'étranger dans les registres de population.

A noter que la décision de radiation d'office ne saurait toutefois faire obstacle à l'acquisition de la nationalité belge s'il devait apparaître que cette radiation avait été effectuée par erreur. On citera l'exemple de l'étranger, qui, alors qu'il n'a même pas quitté la Belgique, aurait été rayé des registres à la suite d'une erreur administrative survenue par exemple à l'occasion d'un déménagement.

Je rappelle à cet égard que si la radiation d'office a été effectuée par erreur, la mention y afférente doit être supprimée uniquement sur la base d'une décision du Collège des bourgmestres et échevins exclusivement compétent pour retirer sa décision de radiation. Dans ce cas, la copie de la décision est transmise au registre national pour adaptation de l'information dans les registres. Il n'appartient donc pas à l'officier de l'état civil d'apprécier lui-même le caractère erroné de la radiation.

4.2 L'interruption administrative dans les titres de séjour

Mes services ont été régulièrement sollicités sur la question de savoir si une interruption purement administrative dans les titres de séjour était susceptible de faire obstacle à l'acquisition de la nationalité belge.

Sur ce point, il convient de distinguer le droit au séjour accordé par l'autorité compétente du titre administratif constatant et matérialisant ce droit. Dès lors, à partir du moment où le non-renouvellement en temps utile du titre de séjour n'affecte pas en tant que tel le droit de séjour reconnu à l'intéressé, il n'y a pas lieu de conclure à l'absence de séjour légal dans le chef de ce dernier.

Dans la lignée de ce qui vient d'être exposé, il me paraît dès lors utile d'attirer spécialement votre attention sur la prise en compte de l'annexe 15 dans les documents de séjour faisant preuve du séjour légal.

Conformément à l'article 4, 10°, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, le document établi conformément à l'annexe 15 entre en ligne de compte s'il est délivré dans les deux cas suivants :

- soit lorsque le Bourgmestre ou son délégué est dans l'impossibilité d'inscrire immédiatement l'étranger dans les registres de la population ou lorsqu'il est dans l'impossibilité de pouvoir lui délivrer le document de séjour auquel il a droit;

Wat daarentegen de voorafgaande periode betreft, moet de belanghebbende, overeenkomstig artikel 7bis, § 2, WBN, toegelaten of gemachtigd zijn om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven of om er zich te vestigen overeenkomstig de vreemdelingenwet of de regularisatiewet.

Voor de wijze waarop de begrippen wettelijk verblijf in de zin van artikel 7bis, § 2, WBN concreet moet worden verstaan, raadplege men wat wordt uiteengezet in Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, dat een exhaustief overzicht geeft van de verblijfsdocumenten die in aanmerking komen als bewijs van wettelijk verblijf.

3. Artikel 7bis, § 3, WBN - het begrip tijdelijke afwezigheid

Wat de algemene regel inzake ononderbroken verblijf betreft, bepaalt § 3 van voornoemd artikel dat het ononderbroken karakter van het verblijf zoals bedoeld in § 1 niet beïnvloed wordt door tijdelijke afwezigheden van hoogstens zes maanden, voor zover deze afwezigheden in totaal de duur van één vijfde van de in het Wetboek vereiste termijnen voor verkrijging van de nationaliteit niet overschrijden.

Zoals aangegeven in de voorbereidende werken, is het de bedoeling dat de belanghebbende in het buitenland kan verblijven met het oog op het regelen van kwesties uit de privésfeer, of om redenen van professionele of academische aard, of voor het volgen van een opleiding (Verslag namens de Commissie voor de Justitie, op.cit. blz. 14).

Moeten beschouwd worden als tijdelijk afwezig, de categorieën van personen bedoeld in artikel 18, eerste lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister. Voor de vreemde onderdanen die tijdelijk het grondgebied verlaten en zich in een situatie van tijdelijke afwezigheid bevinden, en die dat gemeld hebben aan de gemeente van inschrijving, moet die tijdelijke afwezigheid geregistreerd worden onder code IT 026.

4. Bijzondere gevallen

4.1. Afvoering van ambtswege

De omstandigheid waarbij de vreemdeling in de loop van de periode voorafgaand aan het indienen van zijn verzoek/verklaring het voorwerp is van een beslissing tot afvoering van ambtswege, moet gelijkgesteld worden met een onderbreking van verblijf. In dat geval dient de wettelijk vereiste verblijfsduur uitsluitend berekend vanaf de dag van de herinschrijving van de vreemdeling in de bevolkingsregisters.

Er valt op te merken dat de beslissing tot afvoering van ambtswege echter geen beletsel kan vormen voor de verkrijging van de Belgische nationaliteit indien moest blijken dat die afvoering per vergissing is gebeurd. Als voorbeeld kunnen we het geval geven van de vreemdeling die, terwijl hij het Belgisch grondgebied niet eens verlaten heeft, uit de registers wordt geschrapt ingevolge een administratieve fout naar aanleiding van bijvoorbeeld een verhuus.

Ik herinner er terzake aan dat, indien de afvoering van ambtswege per vergissing werd gedaan, de desbetreffende vermelding enkel kan teniet gedaan worden ingevolge een beslissing van het College van burgemeester en schepenen, dat uitsluitend bevoegd is om zijn beslissing tot afvoering ongedaan te maken. In dat geval wordt een afschrift van de beslissing overgezonden aan het Rijksregister voor aanpassing van de informatie in de registers. De ambtenaar van de burgerlijke stand mag dus niet zelf oordelen over het verkeerde karakter van de afvoering.

4.2 Administratieve onderbreking in de verblijfstitels

Mijn diensten hebben geregeld de vraag gekregen of een louter administratieve onderbreking in de verblijfstitels een beletsel kon vormen voor de verkrijging van de Belgische nationaliteit.

Op dat punt moet een onderscheid gemaakt worden tussen het verblijfsrecht toegekend door de bevoegde overheid en de administratieve titel die dat recht vaststelt en concretiseert. Van zodra bijgevolg de niet-tijdige hernieuwing van de verblijfstitel als zodanig geen invloed heeft op het verblijfsrecht dat aan de belanghebbende is toegekend, dient niet te worden besloten tot de afwezigheid van wettelijk verblijf in hoofde van laatstgenoemde.

In de lijn van het voorgaande lijkt het mij derhalve nuttig om uw bijzondere aandacht te vestigen op het in aanmerking nemen van de bijlage 15 in de verblijfsdocumenten die als bewijs gelden van het wettelijk verblijf.

Luidens artikel 4, 10°, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 komt het overeenkomstig de bijlage 15 opgestelde document in aanmerking indien het afgegeven werd in de volgende twee gevallen:

- hetzij indien de Burgemeester of diens gemachtigde zich in de onmogelijkheid bevindt de vreemdeling onmiddellijk in de bevolkingsregisters in te schrijven, of indien hij zich in de onmogelijkheid bevindt hem het verblijfsdocument waarop hij recht heeft te kunnen afgeven;

- soit lorsque le Ministre ayant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions ou son délégué est dans l'impossibilité de statuer sur la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour provisoire introduite par l'étranger avant l'expiration de son autorisation de séjour actuelle.

III. L'ATTRIBUTION DE LA NATIONALITE BELGE

A. LES PRINCIPES D'ATTRIBUTION DE LA NATIONALITE BELGE

A l'exception de l'article 12 CNB, la nouvelle Loi n'a pas apporté de modifications substantielles aux principes d'attribution du Code.

L'attribution de la nationalité belge trouve dès lors, encore actuellement, son origine dans les circonstances suivantes :

- la nationalité des auteurs ou adoptants au moment de la naissance de l'enfant ou au jour de la prise d'effet de l'adoption de ce dernier (articles 8 et 9 CNB);

- la naissance en Belgique (articles 10 et 11 CNB);

- l'effet collectif d'un acte d'acquisition de la nationalité belge (article 12 CNB).

Il est à remarquer que cette attribution interviendra, dans certains cas, par le seul effet de loi alors que dans d'autres cas, elle sera subordonnée à une déclaration de l'auteur ou de l'adoptant belge.

Les principaux changements introduits par la Loi concernent uniquement les dispositions du Code relatives à la naissance en Belgique des immigrés de la deuxième et de la troisième génération ainsi que la transmission de la nationalité à l'enfant par l'effet collectif d'un acte d'acquisition de cette nationalité accompli par l'auteur ou l'adoptant d'un enfant.

Il s'ensuit que les règles régissant les modalités d'obtention de la nationalité belge par filiation ou adoption (articles 8 et 9 CNB) ainsi que celle, plus particulière, visée à l'article 10 CNB relative à la situation de l'enfant né en Belgique de parents étrangers mais virtuellement apatride restent inchangées.

B. LES IMMIGRES DE LA DEUXIEME ET DE LA TROISIEME GENERATION

1. Modifications sur le plan formel

Les règles relatives à l'attribution de la nationalité belge aux étrangers relevant de la catégorie dite « des immigrés de la deuxième et de la troisième génération » ont notamment fait l'objet d'un remaniement sur le plan formel : la Loi a en effet, dans son article 6, inséré l'hypothèse visée à l'ancien article 11bis au § 2 de l'article 11 CNB avec en corollaire l'abrogation inévitable de l'article 11bis (cf. l'article 7 de la Loi).

En clair, la situation des immigrés de la deuxième et de la troisième génération sur le plan de l'attribution de la nationalité belge est désormais réglée par une seule disposition. L'article 11, § 1^{er}, CNB dans sa version réformée, porte sur la situation des immigrés de la troisième génération alors que son § 2 règle la situation des immigrés de la deuxième génération.

2. Modification sur le plan procédural

La Loi modifie les aspects procéduraux de l'attribution de la nationalité belge en faveur des étrangers de la deuxième et de la troisième génération. Alors qu'auparavant ce mode *sui generis* d'attribution de la nationalité belge faisait l'objet d'une procédure particulière prévue aux §§ 3 à 7 de l'article 11bis CNB, dans son ancienne rédaction, il est renvoyé désormais à l'article 15 CNB qui régit en principe les déclarations d'acquisition de la nationalité belge faites par les étrangers âgés d'au moins dix-huit ans.

Dans la mesure où les déclarations d'attribution fondées sur l'article 11, § 2, CNB présentent des spécificités par rapport aux déclarations d'acquisition de la nationalité belge, il y aura lieu d'adapter en conséquence la procédure de l'article 15 CNB de la manière suivante :

1° la déclaration est faite en principe conjointement par les auteurs ou les adoptants avant les douze ans de l'enfant devant l'officier de l'état civil de la résidence principale de celui-ci. Aucun droit d'enregistrement ne doit être préalablement acquitté. L'article 238 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe stipule en effet clairement que le droit d'enregistrement doit être perçu uniquement sur les procédures d'acquisition de la nationalité belge. Il est donc exclu de percevoir un droit d'enregistrement sur la procédure d'attribution fondée sur l'article 11, § 2, CNB ;

2° la mention manuscrite confirmant l'adhésion de l'intéressé aux lois du peuple belge et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne doit pas être mentionnée dans la déclaration conjointe des auteurs ou des adoptants;

- hetzij indien de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of diens gemachtigde, geen beslissing kan nemen inzake de aanvraag voor vernieuwing van de voorlopige machtiging tot verblijf die door de vreemdeling werd ingediend vóór het verstrijken van zijn huidige machtiging tot verblijf.

III. DE TOEKENNING VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

A. DE PRINCIPES VAN TOEKENNING VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

Met uitzondering van artikel 12 WBN, heeft de nieuwe Wet geen wezenlijke veranderingen aangebracht aan de principes van toekenning uit het Wetboek.

Aan de basis van de toekenning van de Belgische nationaliteit liggen derhalve nog steeds de volgende omstandigheden:

- de nationaliteit van de ouders of adoptanten op het tijdstip van de geboorte van het kind of op de dag van de uitwerking van de adoptie van het kind (artikelen 8 en 9 WBN);

- de geboorte in België (artikelen 10 en 11 WBN);

- het gezamenlijk gevolg van een akte van verkrijging van de Belgische nationaliteit (artikel 12 WBN).

Er valt op te merken dat die toekenning in bepaalde gevallen gebeurt op grond van de loutere uitwerking van de wet, terwijl zij in andere gevallen afhangt van een verklaring van de Belgische ouder of adoptant.

De voornaamste door de Wet ingevoerde wijzigingen slaan enkel op de bepalingen van het Wetboek die betrekking hebben op de geboorte in België van migranten van de tweede en derde generatie en op de overdracht van de nationaliteit op het kind door het gezamenlijk gevolg van een akte van verkrijging van die nationaliteit door de ouder of de adoptant van een kind.

Daaruit volgt dat de regels inzake de verwerving van de Belgische nationaliteit door afstamming of adoptie (artikelen 8 en 9 WBN), alsook meer in het bijzonder de regeling in artikel 10 WBN betreffende de status van het kind dat in België geboren is uit vreemde ouders maar feitelijk staatloos is, niet zijn veranderd.

B. MIGRANTEN VAN DE TWEDE EN DERDE GENERATIE

1. Formele wijzigingen

De voorschriften inzake de toekenning van de Belgische nationaliteit aan vreemdelingen die behoren tot de zogenaamde categorie van "migrant van de tweede en derde generatie" zijn meer bepaald formeel gewijzigd: de Wet heeft inderdaad, bij artikel 6, het geval bedoeld in het vroegere artikel 11bis ingevoegd in artikel 11, § 2, WBN, met de onvermijdelijke opheffing van artikel 11bis tot gevolg (cf. artikel 7 van de Wet).

Aldus wordt de toestand van de migranten van de tweede en derde generatie op het vlak van de toekenning van de Belgische nationaliteit voortaan geregeld door één bepaling. Het nieuwe artikel 11 WBN beoogt in § 1 de toestand van de migranten van de derde generatie, terwijl § 2 de situatie van de migranten van de tweede generatie regelt.

2. Procedurele wijziging

De Wet wijzigt de procedurele aspecten van de toekenning van de Belgische nationaliteit ten behoeve van de vreemdelingen van de tweede en derde generatie. Terwijl voor deze wijze van toekenning van de Belgische nationaliteit *sui generis* vroeger een bijzondere procedure was voorzien in de §§ 3 tot 7 van het oude artikel 11bis WBN, wordt voortaan verwezen naar artikel 15 WBN, dat in principe de verklaringen tot verkrijging van de Belgische nationaliteit afgelegd door vreemdelingen van minstens achttien jaar oud regelt.

In de mate dat de verklaringen tot toekenning op grond van artikel 11, § 2, WBN, bijzonderheden vertonen ten aanzien van de verklaringen tot verkrijging van de Belgische nationaliteit, dient bijgevolg de procedure van artikel 15 WBN aangepast te worden als volgt:

1° de verklaring wordt in principe gezamenlijk door de ouders of adoptanten afgelegd voordat het kind twaalf jaar oud is voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de hoofdverblijfplaats ervan. Er hoeft voorafgaandelijk aan geen enkel registratierecht te worden voldaan. Artikel 238 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, bepaalt immers duidelijk dat het registratierecht enkel geïnd moet worden op de procedures tot verkrijging van de Belgische nationaliteit. Het innen van een registratierecht op de procedure van toekenning gegrond op artikel 11, § 2, WBN, is dus uitgesloten;

2° de met de hand geschreven vermelding van de betrokkene dat hij de wetten van het Belgische volk en van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden zal naleven, moet niet worden vermeld in de gezamenlijke verklaring van de ouders of adoptanten;

3° L'officier de l'état civil délivre un accusé de réception attestant de l'introduction officielle de la déclaration. Cet accusé constitue le point de départ du délai de 30 jours ouvrables endéans lequel l'officier de l'état civil doit examiner si les conditions posées à l'article 11, § 2, CNB sont bien réunies.

Dans ce contexte, plusieurs remarques peuvent être faites :

a. L'officier de l'état civil vérifiera en premier lieu les deux causes de suspension de la procédure prévues à l'article 15, § 1^{er}, CNB.

b. Le législateur n'a pas habilité le Roi à déterminer les actes et justificatifs à joindre à une déclaration d'attribution fondée sur l'article 11, § 2, CNB. A titre indicatif, les pièces justificatives qui doivent accompagner la déclaration attributive de nationalité belge faite conjointement par les auteurs ou adoptants en faveur d'un enfant de moins de douze ans sont les suivantes :

- copie conforme de l'acte de naissance de l'enfant ; l'acte devant être selon le cas soumis aux formalités de traduction ;

- un certificat de résidence avec historique des adresses de l'enfant prouvant une résidence principale ininterrompue en Belgique depuis la naissance;

- tout document de nature à établir le lien de filiation juridique entre l'enfant et les auteurs ou adoptants qui effectueront la déclaration;

- un certificat de résidence avec historique des adresses des auteurs ou adoptants de l'enfant prouvant une résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration;

- en ce qui concerne l'un des deux auteurs ou adoptants : un des documents de séjour prévus à l'article 3 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 prouvant l'existence d'un séjour à durée illimitée dans le chef de l'un des deux auteurs ou adoptants au moment de la déclaration.

Bien que l'article 14 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 relatif à la simplification administrative ne fasse pas explicitement référence aux déclarations attributives de nationalité, il est vivement recommandé aux officiers de l'état civil d'en assurer la mise en œuvre également dans ce cadre.

c. Le délai de deux mois accordé à l'étranger majeur pour compléter son dossier trouve également à s'appliquer. A noter que l'officier de l'état civil ne pourra faire usage du formulaire de notification de pièces manquantes puisque celui-ci a été exclusivement conçu pour les dossiers de déclarations d'acquisition de la nationalité belge. Il lui incombera dès lors de signaler dans les délais lui impartis les pièces, qui, selon lui, font défaut. Il est conseillé d'adresser un courrier en ce sens aux auteurs ou adoptants de l'enfant, de préférence, par la voie du recommandé en indiquant bien le délai endéans lequel les pièces doivent être communiquées.

4° Si l'officier de l'état civil déclare la déclaration attributive de nationalité belge recevable, il délivrera un récépissé attestant d'un dossier complet. Ce récépissé constitue le point de départ du délai de 5 jours endéans lequel l'officier de l'état civil doit communiquer le dossier de l'intéressé au parquet mais également le point de départ du délai de 4 mois endéans lequel le parquet peut émettre un avis négatif sur la déclaration attributive de la nationalité belge.

5° La notion de faits personnels graves n'a pas de pertinence dans le cas d'un enfant mineur. Le procureur du Roi ne pourra, pour ce motif, s'opposer à une déclaration d'attribution de la nationalité belge faite sur la base de l'article 11, § 2, CNB. Il se bornera uniquement à vérifier si les conditions de fond posées par la disposition précitée sont remplies.

Pour le surplus, la procédure suit son cours de la même manière que celle établie par l'article 15 CNB (voyez infra).

3. Exceptions au principe de la déclaration conjointe

Si, depuis le 1^{er} janvier 2013, les règles de fond restent sensiblement les mêmes, il conviendra cependant de clarifier certains points, en particulier, en ce qui concerne l'article 11, § 2, alinéa 2, CNB, qui postule le principe de la déclaration conjointe des parents ou adoptants mais prévoit dans certains cas une série de circonstances dans lesquelles un des deux auteurs ou adoptants est habilité à agir seul.

En ce qui concerne la notion d'impossibilité d'un des auteurs ou adoptants de manifester sa volonté mentionnée au point b) de l'alinéa 2 du § 2 de l'article 11 CNB, il convient de préciser que cette notion vise notamment l'interdiction (articles 489 à 512 Cc), la déchéance de l'autorité parentale et l'aliénation mentale de l'un d'eux.

3° de ambtenaar van de burgerlijke stand levert een ontvangstbewijs van de officiële indiening van de verklaring af. Dat ontvangstbewijs is het vertrekpunt van de termijn van 30 werkdagen waarbinnen de ambtenaar van de burgerlijke stand moet onderzoeken of aan alle in artikel 11, § 2, WBN gestelde voorwaarden is voldaan.

In dat verband kunnen de volgende opmerkingen worden gemaakt:

a. De ambtenaar van de burgerlijke stand zal op de eerste plaats de twee redenen voor de opschorting van de procedure bedoeld in artikel 15, § 1, WBN onderzoeken.

b. De wetgever heeft de Koning niet gemachtigd om te bepalen welke akten en stavingsstukken bij een verklaring tot toekenning gegrond op artikel 11, § 2, WBN moeten worden gevoegd. Ten titel van inlichting, de akten en stavingsstukken die moeten gevoegd worden bij de door de ouders of adoptanten gezamenlijk afgelegde verklaring tot toekenning van de Belgische nationaliteit ten behoeve van een kind jonger dan twaalf jaar zijn de volgende :

- een eensluidend afschrift van de akte van geboorte van het kind, waartoe naargelang van het geval de formaliteiten van vertaling moeten vervuld zijn;

- een getuigschrift van woonst met historiek van de adressen van het kind waaruit blijkt dat het sedert zijn geboorte onafgebroken zijn hoofdverblijfplaats in België heeft;

- elk document dat de juridische afstammingsband tussen het kind en de ouders of adoptanten die de verklaring afleggen, kan aantonen;

- een getuigschrift van woonst met historiek van de adressen van de ouders of adoptanten van het kind als bewijs van een hoofdverblijf in België tijdens de tien jaar voorafgaand aan de verklaring;

- voor één van beide ouders of adoptanten : een van de verblijfsdocumenten bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, dat het bewijs levert van het bestaan in hoofde van één van beide ouders of adoptanten van een verblijf van onbepaalde duur op het ogenblik van de verklaring.

Hoewel artikel 14 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 met betrekking tot de administratieve vereenvoudiging niet uitdrukkelijk verwijst naar de verklaringen tot toekenning van de nationaliteit, worden de ambtenaren van de burgerlijke stand met nadruk verzocht die bepalingen ook in dit kader toe te passen.

c. De termijn van twee maanden die aan de meerderjarige vreemdeling wordt toegekend om zijn dossier te vervolledigen, is ook van toepassing. Er dient opgemerkt dat de ambtenaar van de burgerlijke stand geen gebruik zal kunnen maken van het formulier van kennisgeving van ontbrekende stukken, vermits dat uitsluitend dient voor de dossiers inzake verklaringen tot verkrijging van de Belgische nationaliteit. Hij zal derhalve binnen de hem opgelegde termijnen melding moeten maken van de stukken die naar zijn mening ontbreken. Er wordt aangeraden een brief in die zin te richten aan de ouders of adoptanten van het kind, bij voorkeur met een ter post aangetekende zending, waarin duidelijk de termijn wordt vermeld waarbinnen de stukken moeten worden bezorgd.

4° Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring tot toekenning van de Belgische nationaliteit ontvankelijk verklaart, geeft hij een ontvangstbewijs als bewijs van een volledig dossier af. Dat ontvangstbewijs is het begin van de termijn van 5 dagen waarbinnen de ambtenaar van de burgerlijke stand het dossier van de belanghebbende moet verzenden aan het parket, en tevens het begin van de termijn van 4 maanden waarbinnen het parket een negatief advies kan verstrekken met betrekking tot de verklaring tot toekenning van de Belgische nationaliteit.

5° Het begrip gewichtige feiten is irrelevant in geval van een minderjarig kind. De procureur des Konings kan zich op die grond niet verzetten tegen een krachtens artikel 11, § 2, WBN afgelegde verklaring tot toekenning van de Belgische nationaliteit. Hij dient enkel na te gaan of aan de in die bepaling gestelde grondvoorwaarden is voldaan.

Voor het overige kent de procedure hetzelfde verloop als de procedure die in artikel 15 WBN is voorzien (zie verder).

3. Uitzonderingen op het principe van de gezamenlijke verklaring

Hoewel de basisregels sinds 1 januari 2013 in wezen dezelfde zijn gebleven, verdienen bepaalde punten toch enige verduidelijking, inzonderheid wat betreft artikel 11, § 2, tweede lid, WBN, dat het principe van de gezamenlijke verklaring van de ouders of adoptanten stelt, maar in bepaalde gevallen in een aantal omstandigheden voorziet waarin één van de ouders of adoptanten alleen kan optreden.

Wat betreft de onmogelijkheid van een van de ouders of adoptanten om zijn wil te kennen te geven waarvan sprake is in artikel 11, § 2, tweede lid, punt b), WBN, dient vermeld te worden dat dit begrip met name slaat op de onbekwaamverklaring (artikelen 489 tot 512 B.W.), de ontzetting uit het ouderlijk gezag en de krankzinnigheid van een van hen.

Par « auteur ou adoptant déclaré absent », il conviendra de prendre en compte le constat de présomption d'absence (l'article 112 à 117 du Code civil) et le jugement de déclaration d'absence (article 118 du Code civil).

En outre, dans le cas où l'un des auteurs ou adoptants n'a plus sa résidence principale en Belgique, l'autre auteur ou adoptant pourra souscrire seul la déclaration pour autant que l'auteur ou l'adoptant résidant à l'étranger consente à l'attribution de la nationalité.

A l'étranger, l'acte de consentement est dressé par le chef de la mission diplomatique ou du poste consulaire belge du ressort dans lequel le parent ou l'adoptant consentant a sa résidence principale ou éventuellement par acte notarié. L'on rappellera à cet égard que lorsqu'un acte authentique est reçu à l'étranger, il conviendra de vérifier si cet acte peut être reconnu en Belgique et partant produire ses effets. Les règles de droit international privé qui régissent la reconnaissance des actes authentiques étrangers en Belgique sont contenues dans l'article 27 du Code de droit international privé qui dispose dans ses alinéas 1^{er} et 2 : « *Un acte authentique étranger est reconnu en Belgique par toute autorité sans qu'il faille recourir à aucune procédure si sa validité est établie conformément au droit applicable en vertu de la présente loi, en tenant spécialement compte des articles 18 et 21. L'acte doit réunir les conditions nécessaires à son authenticité selon le droit de l'Etat dans lequel il est établi.* ».

Pour conclure, on mentionnera également le § 6 de l'article 15 CNB qui établit la procédure à suivre en cas de défaut de consentement de l'un des auteurs ou adoptants exigé à l'article 11, § 2, alinéa 2, CNB. Le tribunal agréera la déclaration s'il estime le refus de consentement abusif et si la déclaration ne vise pas d'autre but que l'intérêt de l'enfant à se voir attribuer la nationalité belge.

Dans ce cas, le dispositif de la décision définitive d'agrément est transcrit dans les registres d'état civil et la déclaration aura effet à compter de cette transcription.

C. L'ATTRIBUTION DE LA NATIONALITE BELGE PAR EFFET COLLECTIF D'UN ACTE D'ACQUISITION DE LA NATIONALITE

1. Conditions d'accès

Selon l'article 12 CNB tel que modifié par l'article 8 de la Loi, à partir du 1^{er} janvier 2013, seuls les enfants qui ont fixé leur résidence principale en Belgique, le jour où leur auteur ou adoptant est devenu belge, pourront se voir attribuer la nationalité belge – également à la date de cette acquisition – pour autant qu'ils répondent aux autres conditions de l'article 12 : la preuve de l'acquisition volontaire de la nationalité belge, la preuve que l'enfant était âgé de moins de dix-huit ans, la preuve d'un lien de filiation valablement établi entre le parent concerné et l'enfant et la preuve que l'auteur exerçait l'autorité parentale sur l'enfant; les quatre conditions précitées doivent être réunies le jour où l'auteur ou l'adoptant devient belge.

Il n'y aura dès lors plus d'attribution de la nationalité belge par effet collectif pour les enfants résidant à l'étranger au moment où l'un de leurs auteurs ou adoptants acquiert la nationalité belge sous réserve, cependant, des remarques formulées au point développé ci-après.

2. Régime transitoire

La question de la détermination de la loi applicable devra se résoudre par référence à la date d'acquisition de la nationalité belge par l'auteur ou l'adoptant et non par référence au moment où la « demande » d'attribution de la nationalité est introduite auprès des autorités administratives compétentes.

L'article 12 CNB, dans sa rédaction antérieure, continuera dès lors à s'appliquer à la situation d'enfants résidant à l'étranger mais dont les auteurs ont acquis la nationalité belge avant l'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier 2013 et, ce, même si les demandes d'enquête sur le statut national de ces enfants ont été introduites après le 1^{er} janvier 2013.

IV. LES PROCEDURES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITE BELGE

A. LES MODES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITE PAR DECLARATION

1. L'ARTICLE 12BIS CNB

1.1. Champ d'application *rationae personae*

Dans un souci de rationalisation, le législateur a réduit le nombre de procédures par déclaration et, à l'exception de la déclaration de recouvrement de la nationalité belge, les a regroupées dans un seul article, à savoir l'article 12bis du Code de la nationalité belge tel que

Bij « ouder of adoptant die afwezig is verklaard », dient men rekening te houden met de vaststelling van het vermoeden van afwezigheid (artikel 112 tot 117 van het Burgerlijk Wetboek) en het vonnis houdende verklaring van afwezigheid (artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek).

Bovendien zal, indien een van de ouders of adoptanten zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft, de andere ouder of adoptant alleen de verklaring kunnen afleggen mits de in het buitenland verblijvende ouder of adoptant in de toekenning van de nationaliteit toestemt.

In het buitenland wordt de akte van toestemming opgesteld door het hoofd van de Belgische diplomatieke zending of consulaire post in wiens ambtsgebied de toestemmende ouder of adoptant zijn hoofdverblijfplaats heeft, of eventueel bij notariële akte. Men zal zich herinneren dat wanneer een authentieke akte in het buitenland is opgesteld, men dient na te gaan of deze akte in België kan erkend worden en dus uitwerking kan hebben. De bepalingen van het internationaal privaatrecht die de erkenning van de buitenlandse authentieke akten in België regelen, zijn vervat in artikel 27 van het Wetboek van internationaal privaatrecht, dat in het eerste en tweede lid bepaalt : *"Een buitenlandse authentieke akte wordt in België door alle overheden erkend zonder dat een beroep moet worden gedaan op enige procedure indien haar rechtsgeldigheid wordt vastgesteld overeenkomstig het krachtens deze wet toepasselijk recht, en meer bepaald met inachtneming van de artikelen 18 en 21. De akte moet voldoen aan de voorwaarden die volgens het recht van de Staat waar zij is opgesteld, nodig zijn voor haar echtheid."*

Tenslotte dient ook de aandacht te worden gevestigd op § 6 van artikel 15 WBN die voorziet in de te volgen procedure bij gebrek aan toestemming van één van de ouders of adoptanten die is vereist in artikel 11, § 2, tweede lid, WBN. De rechtbank willigt de verklaring in indien zij de weigering tot toestemming een misbruik acht te zijn en indien de verklaring geen ander oogmerk heeft dan het belang van het kind om zich de Belgische nationaliteit te zien toekennen.

In dat geval wordt het beschikkende gedeelte van de definitieve beslissing tot inwilliging overgeschreven in de registers van de burgerlijke stand en heeft de verklaring uitwerking vanaf die overschrijving.

C. TOEKENNING VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT DOOR GEZAMENLIJK GEVOLG VAN EEN AKTE VAN VERKRIJGING VAN DE NATIONALITEIT

1. Toegangsvoorwaarden

Volgens artikel 12 WBN zoals het werd gewijzigd bij artikel 8 van de Wet kunnen vanaf 1 januari 2013 enkel de kinderen die hun hoofdverblijfplaats hebben gevestigd in België op de dag dat hun ouder of adoptant Belg geworden is, de Belgische nationaliteit toegekend krijgen, en dit eveneens op de dag van die verkrijging, mits zij voldoen aan de andere in artikel 12 gestelde voorwaarden: het bewijs van vrijwillige verkrijging van de Belgische nationaliteit, het bewijs dat het kind jonger dan achttien jaar was, het bewijs van een geldig vastgestelde afstammingsband tussen de desbetreffende ouder en het kind, en het bewijs dat de ouder het ouderlijk gezag uitoefende over het kind; aan die vier voorwaarden moet voldaan zijn op de dag dat de ouder of adoptant Belg wordt.

Er is bijgevolg geen sprake meer van toekenning van de Belgische nationaliteit door gezamenlijk gevolg voor kinderen die in het buitenland verblijven op het tijdstip dat een van hun ouders of adoptanten de Belgische nationaliteit verkrijgt, onder voorbehoud evenwel van de in het hiernavolgende punt geformuleerde opmerkingen.

2. Overgangsregeling

De vraag naar de bepaling van de toepasselijke wet moet opgelost worden door verwijzing naar de datum van verkrijging van de Belgische nationaliteit door de ouder of adoptant, en niet door verwijzing naar het tijdstip waarop het «verzoek» tot toekenning van de nationaliteit is ingediend bij de bevoegde administratieve overheden.

Artikel 12 WBN in zijn vroegere versie blijft bijgevolg van toepassing op de situatie van kinderen die in het buitenland verblijven maar waarvan de ouders de Belgische nationaliteit hebben verkregen vóór de inwerkingtreding van de wet, dus vóór 1 januari 2013, zelfs indien de verzoeken tot onderzoek naar het nationaal statuut van die kinderen werden ingediend na 1 januari 2013.

IV. DE PROCEDURES TOT VERKRIJGING VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

A. DE WIJZEN VAN VERKRIJGING VAN DE NATIONALITEIT DOOR VERKLARING

1. ARTIKEL 12BIS WBN

1.1. Toepassingsgebied *rationae personae*

Met het oog op rationalisering heeft de wetgever het aantal procedures door verklaring verminderd en ze allemaal, met uitzondering van de verklaring tot herverkrijging van de Belgische nationaliteit, gehergroept in één artikel, te weten artikel 12bis van het Wetboek

modifié par l'article 9 de la Loi. Ce faisant, les modes d'acquisition de la nationalité belge par option (anciens articles 13 et 14 CNB), par le fait du mariage avec un conjoint belge (article 16 CNB) et par possession d'état (article 17 CNB) ont été abrogés.

L'article 12bis CNB ouvre le droit à la nationalité belge à quatre catégories d'étrangers âgés d'au moins dix-huit ans et qui au moment de la déclaration sont en séjour illimité :

1° L'étranger né en Belgique et qui a fixé sa résidence principale en Belgique sur la base d'un séjour légal depuis sa naissance. Aucune condition d'intégration linguistique, économique ou sociale n'est exigée dans son chef (article 12bis, § 1^{er}, 1^o, CNB).

2° L'étranger qui, au moment de la déclaration, prouve qu'il réside à titre principal en Belgique de manière continue sur la base d'un séjour légal depuis au moins cinq ans et justifie de la connaissance d'une des trois langues nationales, pourra acquérir la nationalité belge dans les trois hypothèses suivantes :

- soit il apporte la preuve de son intégration sociale et de sa participation économique (article 12bis, § 1^{er}, 2^o, CNB);

- soit il établit sa qualité de conjoint d'une personne de nationalité belge avec laquelle il vit en Belgique dans les liens du mariage depuis au moins trois ans. Sur ce point, il me paraît utile de préciser que l'exigence de vie commune des époux implique une résidence commune, c'est-à-dire l'inscription de ceux-ci à une adresse commune et ce, au moins, durant les trois années qui précèdent la déclaration. A noter que si la résidence doit être commune durant la période légale de référence, elle doit en principe le rester également durant la procédure. Le décès du conjoint ne pourrait ainsi empêcher l'étranger d'acquérir la nationalité belge si la déclaration de nationalité belge a été faite avant le décès du conjoint et que la condition relative à la vie commune était remplie au moment de celui-ci (article 12bis, § 1^{er}, 3^o, CNB);

- soit il est l'auteur ou l'adoptant d'un « enfant belge mineur » (article 12bis, § 1^{er}, 3^o CNB).

Dans les deux dernières hypothèses (« conjoint d'un belge ou auteur d'un enfant belge mineur »), l'étranger devra, en sus de l'intégration linguistique déjà citée apporter la preuve de son intégration sociale en Belgique et sera donc dispensé de la condition de participation économique même s'il convient de nuancer cette dernière assertion dans la mesure où l'intégration sociale visée à l'article 12bis, § 1^{er}, 3^o, e), deuxième tiret, CNB comporte également des éléments à connotation économique.

3° L'étranger qui ne peut en raison d'un handicap ou d'une invalidité ni occuper un emploi, ni exercer une activité économique ou qui a atteint l'âge de la pension. Dans ce cas, l'étranger sera dispensé d'apporter la preuve de son intégration linguistique, économique et sociale (article 12bis, § 1^{er}, 4^o, CNB).

Dans ce contexte, l'on formulera les quelques remarques suivantes :

- Si la condition relative au handicap doit s'apprécier uniquement au moment de la déclaration, il n'en va pas de même pour celle relative à l'invalidité : la volonté indiscutable du législateur a été en effet de ne retenir que des invalidités présentant un taux d'incapacité de travail « permanente » de 66% par référence à l'article 100 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnité, coordonnée le 14 juillet 1994, et aux articles 19 et 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnité et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints indépendants (*Doc. Parl.*, Doc. 53/0476/010 et 0476/013).

En posant que l'invalidité doit être « permanente », le législateur vise la catégorie de personnes dont l'état d'incapacité de travail a été à plusieurs reprises et sur plusieurs années qualifiée d'invalidité. Le terme « permanent » est donc synonyme de « longue durée » et non de « définitif ».

L'état d'incapacité de travail n'est en effet jamais reconnu à titre définitif mais peut à tout moment être revu dans le cadre de l'assurance indemnité. Afin d'appréhender concrètement et précisément la durée de cette invalidité et tenant compte de l'exigence du législateur relative à l'accomplissement d'une activité professionnelle au cours des cinq ans qui précèdent la déclaration, il y a lieu de considérer que l'intéressé devra, au moment de la déclaration, démontrer qu'il bénéficie du statut d'invalidité depuis au moins cinq années. Comme le précise l'arrêté royal du 14 janvier 2013, le statut d'invalidité excipé par l'intéressé sera attesté par la production d'une attestation délivrée par l'organisme assureur auprès duquel il est affilié.

van de Belgische nationaliteit, zoals gewijzigd bij artikel 9 van de Wet. Aldus werden de wijzen van verkrijging van de Belgische nationaliteit door nationaliteitskeuze (vroegere artikelen 13 en 14 WBN), door huwelijk met een Belgische echtgenoot (artikel 16 WBN) en door bezit van staat (artikel 17 WBN) opgeheven.

Artikel 12bis WBN stelt het recht op de Belgische nationaliteit open voor vier categorieën van vreemdelingen van minstens achttien jaar oud die op het ogenblik van de verklaring in onbeperkt verblijf zijn :

1° De vreemdeling die geboren is in België en zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gevestigd op grond van een wettelijk verblijf sinds zijn geboorte. Er wordt van hem geen enkele voorwaarde inzake taalkundige, economische of maatschappelijke integratie geëist (artikel 12bis, § 1, 1^o, WBN).

2° De vreemdeling die op het tijdstip van de verklaring bewijst dat hij op onafgebroken wijze hoofdzakelijk in België verblijft op grond van een wettelijk verblijf gedurende minstens vijf jaar en het bewijs levert van de kennis van een van de drie landstalen, kan de Belgische nationaliteit verkrijgen in de volgende drie gevallen:

- ofwel levert hij het bewijs van zijn maatschappelijke integratie en zijn economische participatie (artikel 12bis, § 1, 2^o, WBN).

- ofwel toont hij zijn hoedanigheid aan van echtgenoot van een Belg met wie hij sinds ten minste drie jaar in België gehuwd samenleeft. Op dit punt lijkt het mij nuttig te verduidelijken dat het vereiste van het samenleven van de echtgenoten een gemeenschappelijke verblijfplaats veronderstelt, dat wil zeggen hun inschrijving op een gemeenschappelijk adres, en dit minstens gedurende de drie jaar die de verklaring voorafgaan. Er valt op te merken dat zo de verblijfplaats gemeenschappelijk moet zijn tijdens de wettelijke referentieperiode, zij dat in principe ook moet blijven tijdens de procedure. Het overlijden van de echtgenoot zou aldus geen beletsel mogen vormen voor de vreemdeling om de Belgische nationaliteit te verkrijgen, indien de nationaliteitsverklaring werd afgelegd vóór het overlijden van de echtgenoot en op dat ogenblik werd voldaan aan de voorwaarde betreffende het gemeenschappelijk leven (artikel 12bis, § 1, 3^o, WBN);

- ofwel is hij de ouder of adoptant van een "minderjarig Belgisch kind" (artikel 12bis, § 1, 3^o, WBN).

In de laatste twee gevallen (« echtgenoot van een Belg of ouder van een Belgisch minderjarig kind ») moet de vreemdeling, naast de reeds vernoemde taalkundige integratie, het bewijs van zijn maatschappelijke integratie in België leveren en is hij dus vrijgesteld van de voorwaarde van economische participatie, al moet dit laatste enigszins worden genuanceerd vermits de maatschappelijke integratie onder artikel 12bis, § 1, 3^o, e), tweede streepje, WBN ook elementen met een economische connotatie omvat.

3° De vreemdeling die vanwege een handicap of een invaliditeit niet in staat is een betrekking te hebben of een economische activiteit uit te oefenen of die de pensioengerechtigde leeftijd heeft bereikt. In dit geval is de vreemdeling vrijgesteld van het leveren van het bewijs van zijn taalkundige, economische en maatschappelijke integratie (artikel 12bis, § 1, 4^o, WBN).

In dit verband dienen de volgende opmerkingen te worden geformuleerd :

- Indien de voorwaarde betreffende de handicap enkel op het tijdstip van de verklaring moet beoordeeld worden, is dat niet het geval voor de voorwaarde met betrekking tot de invaliditeit : de wetgever had immers onmiskenbaar de bedoeling om enkel invaliditeit in aanmerking te nemen met een "blijvende" arbeidsongeschiktheid van 66 %, met verwijzing naar artikel 100 van de wet betreffende de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en naar de artikelen 19 en 20 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten (*Parl. St.*, Doc 53/0476/010 en 0476/013).

Door te stellen dat de invaliditeit "blijvend" moet zijn, doelt de wetgever op de categorie van personen waarvan de arbeidsongeschiktheid herhaaldelijk en over verscheidene jaren als invaliditeit is bevestigd. De term "blijvend" heeft dus dezelfde betekenis als "langdurig" en niet als "definitief".

De staat van arbeidsongeschiktheid wordt immers nooit als definitief erkend, maar kan op elk moment herzien worden in het kader van de uitkeringsverzekering. Teneinde de duur van die invaliditeit concreet en precies te achterhalen, en rekening houdend met de vereiste van de wetgever met betrekking tot het vervullen van een beroepsactiviteit tijdens de vijf jaar voorafgaand aan de verklaring, dient te worden aangenomen dat de belanghebbende, op het tijdstip van zijn verklaring, moet aantonen dat hij sinds ten minste vijf jaar het statuut van invalide geniet. Zoals bepaald in het koninklijk besluit van 14 januari 2013, levert de belanghebbende het bewijs van het statuut van invalide door voorlegging van een attest dat is afgeleverd door de verzekeringsinstelling waarbij hij is aangesloten.

- L'âge de la pension est de 65 ans comme précisé à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

4° L'étranger qui a fixé, sans interruption, sa résidence principale en Belgique sur la base d'un séjour légal depuis au moins dix ans aura accès à la nationalité belge s'il apporte la preuve de la connaissance d'une des trois langues nationales et s'il justifie de sa participation à la vie de sa communauté d'accueil. Selon l'article 10, 4°, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, l'étranger apportera la preuve de l'intégration dans sa communauté d'accueil par une déclaration accompagnée le cas échéant de pièces justificatives (article 12bis, § 1^{er}, 5°, CNB).

Outre la déclaration de l'intéressé lui-même, la participation à la vie de la communauté d'accueil doit ressortir d'un faisceau d'indices dont la preuve pourra être rapportée par toute voie de droit : par exemple, le fait d'avoir accompli sa scolarité en Belgique, le suivi d'une formation professionnelle, une implication active dans la vie associative belge, la participation de la personne à des dispositifs de formation mis en place par exemple dans le cadre des parcours d'accueil et d'intégration organisés par les communautés ou tout autre processus similaire, l'exercice d'une activité professionnelle depuis de nombreuses années en Belgique, etc.

Enfin, il est à remarquer que la communauté d'accueil telle qu'explicitée précédemment ne pourra en aucun cas être assimilée à la communauté d'origine de l'intéressé établie en Belgique.

1.2 Les modes spécifiques d'accès à la nationalité

Quelle que soit la procédure envisagée, l'étranger doit, selon les cas, satisfaire à des conditions supplémentaires d'intégration linguistique, sociale et économique sauf s'il démontre être dans les conditions visées à l'article 12bis, § 1^{er}, 1° ou 4°, CNB ou à l'article 24 CNB. A noter qu'il s'agit d'une des innovations majeures de la Loi en matière d'acquisition de la nationalité.

Sur les modes de preuve de certaines des conditions d'intégration, l'on formulera encore les quelques remarques suivantes :

1° L'intégration sociale

Les modes de preuve spécifiques à l'intégration sociale sont axés sur l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat sanctionnant au moins un cycle final d'études secondaires supérieures, le suivi d'une formation professionnelle, le suivi d'un parcours d'intégration et l'exercice d'une activité professionnelle en Belgique.

a) Le diplôme

La Loi vise « un diplôme ou un certificat délivré par un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par l'une des Communautés et qui est au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur ».

Il doit donc s'agir uniquement de diplômes ou de certificats délivrés par des établissements belges à l'exclusion des diplômes délivrés par des établissements étrangers. Le diplôme ou le certificat doit en outre avoir été obtenu au terme d'une scolarité suivie dans l'une des trois langues nationales.

Les diplômes délivrés par l'enseignement supérieur devront représenter une ampleur de 60 crédits ECTS par année académique.

L'ECTS (*European credit transfer system*) a été mis au point par le processus de Bologne en vue de faciliter la reconnaissance des prestations accomplies dans d'autres établissements d'enseignement. Ce système repose sur le principe qu'une personne étudiant à temps plein fournit un volume de travail équivalent à 60 crédits ECTS au cours d'une année académique. Ainsi les diplômes de 1^{er} cycle universitaire (le « baccalauréat » ou « bachelor ») et les diplômes de 2^e cycle universitaire (le « master ») contiennent d'office 60 crédits ECTS par an.

En ce qui concerne l'Ecole royale militaire, il me semble utile de signaler que cet établissement organise uniquement un enseignement universitaire.

b) La formation professionnelle

En ce qui concerne la question de savoir si une formation professionnelle est ou non reconnue, il est conseillé, en cas de doute, de s'adresser, en fonction de la région concernée, aux services régionaux compétents en matière de formation professionnelle à savoir le FOREM en Wallonie, Bruxelles Formation qui prend en charge la formation professionnelle des francophones de la Région de Bruxelles capitale, le VDAB et son « Regionale Dienst voor Brussel » qui organisent respectivement la formation professionnelle pour la Flandre et pour les bruxellois néerlandophones et enfin l'Agence pour l'Emploi (Arbeitsamt) en Communauté germanophone.

- De pensioenleeftijd is 65 jaar, zoals bepaald in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenen.

4° De vreemdeling die onafgebroken zijn wettelijk hoofdverblijf in België heeft sinds ten minste tien jaar, heeft toegang tot de Belgische nationaliteit indien hij het bewijs levert van de kennis van een van de drie landstalen en indien hij het bewijs levert van zijn deelname aan het leven van zijn onthaalgemeenschap. Overeenkomstig artikel 10, 4°, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 levert de vreemdeling het bewijs van integratie in zijn onthaalgemeenschap middels een verklaring waarbij in voorkomend geval stavingsstukken zijn gevoegd (artikel 12bis, § 1, 5°, WBN).

Naast de verklaring van de belanghebbende zelf, moet de deelname aan de onthaalgemeenschap blijken uit een reeks indicaties waarvan het bewijs door alle rechtsmiddelen kan worden geleverd : bijvoorbeeld het feit dat hij in België school heeft doorlopen, het volgen van een beroepsopleiding, een actieve betrokkenheid bij het Belgisch verenigingsleven, de deelname van de persoon aan opleidingsstructuren opgezet in het kader van bijvoorbeeld de onthaal- en integratietrajecten die worden georganiseerd door de gemeenschappen of enig ander gelijkaardig proces, jarenlange uitoefening van een beroepsactiviteit in België, enz.

Tot slot moet worden opgemerkt dat de voornoemde onthaalgemeenschap in geen geval gelijkgesteld kan worden met de in België gevestigde gemeenschap van herkomst van de belanghebbende.

1.2 De specifieke wijzen van toegang tot de nationaliteit

Ongeacht de beoogde procedure moet de vreemdeling, al naargelang het geval, beantwoorden aan bijkomende voorwaarden inzake taalkundige, maatschappelijke en economische integratie, behalve indien hij aantoonde dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 12bis, § 1, 1° of 4°, WBN of in artikel 24 WBN. Bemerkt dat het gaat om een van de belangrijkste nieuwigheden van de Wet op het vlak van verkrijging van de nationaliteit.

In verband met de bewijsmiddelen voor bepaalde integratievoorwaarden kunnen nog de volgende opmerkingen worden gemaakt:

1° De maatschappelijke integratie

De specifieke bewijsmiddelen voor de maatschappelijke integratie zijn gericht op het behalen van een diploma of een getuigschrift dat minstens een eindcyclus van het hoger secundair onderwijs bekrachtigt, het volgen van een beroepsopleiding, het volgen van een integratietraject en de uitoefening van een beroepsactiviteit in België.

a) Het diploma

De Wet doelt op een "diploma of getuigschrift afgeleverd, door een onderwijsinstelling opgericht, erkend of gesubsidieerd door een van de Gemeenschappen en dat minstens van het niveau van het hoger secundair onderwijs is".

Het mag dus enkel gaan om diploma's of getuigschriften uitgereikt door Belgische instellingen met uitsluiting van diploma's uitgereikt door buitenlandse instellingen. Het diploma of getuigschrift moet bovendien behaald zijn aan het eind van een schoolse opleiding in één van de drie landstalen.

De diploma's uitgereikt door het hoger onderwijs moeten 60 ECTS-credits per academiejaar tellen.

Het ECTS (*European credit transfer system*) werd uitgewerkt in het kader van het Bologna-proces teneinde de erkenning van de prestaties verricht in andere onderwijsinstellingen te vergemakkelijken. Dat systeem steunt op het principe dat een voltijds studerend persoon een arbeidsvolume van 60 ECTS-credits in de loop van een academiejaar presteert. Aldus omvatten de diploma's van de 1e universitaire cyclus (« baccalaureaat » of « bachelor ») en van de 2e universitaire cyclus (« master ») 60 ECTS-credits per jaar.

Wat de Koninklijke Militaire School betreft lijkt het mij nuttig erop te wijzen dat die instelling enkel universitair onderwijs organiseert.

b) De beroepsopleiding

Om te weten of een beroepsopleiding al dan niet erkend is, wordt bij twijfel aangeraden zich naargelang het desbetreffende gewest te wenden tot de bevoegde gewestelijke diensten voor beroepsopleiding, namelijk : de FOREM in Wallonië; « Bruxelles Formation », bevoegd voor de beroepsopleiding van de Franstaligen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de VDAB en zijn regionale dienst voor Brussel die respectievelijk de beroepsopleiding in Vlaanderen en voor de Nederlandstaligen in Brussel-Hoofdstad organiseren en ten slotte het Arbeitsamt (Arbeidsdienst) in de Duitstalige Gemeenschap.

c) La preuve de l'exercice continu d'une activité professionnelle au cours des 5 années préalables

Les observations suivantes peuvent être faites :

c.1 généralités

En ce qui concerne la question de savoir ce que recouvre la condition « avoir travaillé de manière ininterrompue depuis cinq ans », il conviendra d'interpréter cette condition notamment à la lumière de la définition de la « journée de travail » contenue à l'article 1^{er}, § 2, 7^o, CNB.

Selon cette définition, il conviendra notamment d'inclure le travail effectué à temps partiel. En revanche, le travail effectué à l'étranger ne pourra pas être pris en compte.

c.2 cumul possible des divers statuts

Il est possible que l'intéressé ait exercé une activité professionnelle sous divers statuts au cours de la période légale de référence. Par exemple, il peut avoir exercé une activité précise en tant qu'indépendant pendant une certaine période et ensuite être engagé dans les liens d'un contrat de travail pour une entreprise qu'elle soit publique ou privée. Dans ce contexte, il lui incombera de produire les divers documents se rattachant aux statuts sous lesquels il a travaillé durant cinq ans. Il se référera à cet égard au chapitre IV de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

A noter que cette remarque vaut *mutatis mutandis* pour la condition relative à la participation économique (voir infra point 3^o).

c.3 Le cas particulier de l'agent statutaire

L'étranger qui a accompli avec fruit un stage dans la fonction publique visant à obtenir une nomination définitive pourra faire valoir la période couverte par ce stage dans la comptabilisation de la période légale de référence de cinq ans.

Cette remarque s'applique *mutatis mutandis* pour la condition relative à la participation économique.

2° L'intégration linguistique

Sur ce point, l'on se référera au chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 qui définit les documents à prendre en considération en tant que preuve de la connaissance minimale d'une des trois langues nationales au sens de l'article 1^{er}, § 2, 5^o, du Code.

a. les étrangers soumis à la condition d'intégration sociale

Comme précisé dans les travaux préparatoires de l'arrêté royal précité, la preuve de l'intégration linguistique sera rapportée à chaque fois que l'étranger démontrera satisfaire à l'intégration sociale visée à l'article 12bis, § 1^{er}, 2^o, d), et à l'article 12bis, § 1^{er}, 3^o, e), CNB (Commentaires de la loi, *Doc. parl.*, Chambre, Doc. 530476/13 p. 25).

En ce qui concerne les diplômes ou certificats sanctionnant au moins un cycle final d'études secondaires supérieures ceux-ci ne seront admissibles comme preuve de l'intégration linguistique que s'ils ont été obtenus au terme d'une scolarité suivie dans l'une des trois langues nationales et s'ils attestent d'un niveau de langue correspondant au niveau A2 du cadre européen commun de référence des langues.

Comme déjà exposé précédemment au point 1^o relatif à l'intégration sociale, les diplômes de l'enseignement supérieur doivent comprendre 60 crédits ECTS par année académique.

b. les étrangers non soumis à la condition d'intégration sociale mais qui doivent néanmoins prouver la connaissance d'une des trois langues nationales, pourront établir la preuve de cette intégration linguistique de la manière suivante :

- via l'un des modes de preuve de l'intégration sociale prévu à l'article 12bis, § 1^{er}, 2^o, d), et à l'article 12bis, § 1^{er}, 3^o, e).

En ce qui concerne les diplômes sanctionnant au moins un cycle final d'études secondaires supérieures, il est important de préciser que, dans le contexte très spécifique de la preuve de l'intégration linguistique, un diplôme obtenu sur le territoire de l'Union européenne sera également admissible pour autant qu'il ait été reconnu équivalent par l'une des communautés et qu'il puisse attester de la connaissance minimale d'une des trois langues nationales correspondant au niveau A2 du Cadre européen commun de référence des langues. Les diplômes de l'enseignement supérieur devront comprendre 60 crédits ECTS par année académique.

c) Het bewijs van onafgebroken uitoefening van een beroepsactiviteit gedurende de voorbije 5 jaar

De volgende opmerkingen kunnen worden gemaakt:

c.1 algemeenheden

Wat betreft de vraag wat moet worden verstaan onder de voorwaarde "de voorbije vijf jaar onafgebroken hebben gewerkt", past het deze voorwaarde te interpreteren in het licht van de definitie van "arbeidsdag" omschreven in artikel 1, § 2, 7^o, WBN.

Volgens die definitie dient namelijk deeltijdse arbeid meegerekend te worden. Arbeid die in het buitenland werd verricht, kan daarentegen niet in aanmerking genomen worden.

c.2 mogelijke cumulatie van diverse statuten

Het is mogelijk dat de belanghebbende een beroepsactiviteit heeft uitgeoefend onder diverse statuten in de loop van de wettelijke referentieperiode. Zo kan hij een welbepaalde activiteit als zelfstandige hebben uitgeoefend gedurende een bepaalde tijd en vervolgens aangevraagd zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst voor een onderneming uit de openbare of private sector. In die context moet hij dan de diverse documenten voorleggen die verband houden met de statuten waaronder hij gedurende vijf jaar gewerkt heeft. Hij zal in dit verband refereren aan hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de voorwaarde betreffende de economische participatie (zie infra punt 3^o).

c.3 Het bijzonder geval van de statutair benoemde ambtenaar

De vreemdeling die een stage in het openbaar ambt met vrucht heeft voleindigd met het oog op een benoeming in vast dienstverband, kan die stageperiode laten meetellen bij de berekening van de wettelijke referentieperiode van vijf jaar.

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de voorwaarde betreffende de economische participatie.

2° De taalkundige integratie

Op dit vlak wordt verwezen naar Hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, dat de documenten bepaalt die gelden als bewijs van minimale kennis van één van de drie landstalen in de zin van artikel 1, § 2, 5^o, van het Wetboek.

a. de vreemdelingen onderworpen aan de voorwaarde van maatschappelijke integratie

Zoals verduidelijkt in de toelichting bij voornoemd koninklijk besluit, wordt het bewijs van taalkundige integratie geleverd telkens wanneer de vreemdeling aantoont dat hij voldoet aan de maatschappelijke integratie bedoeld in artikel 12bis, § 1, 2^o, d), en in artikel 12bis, § 1, 3^o, e), WBN (Commentaren van de wet, *Gedr. St.*, Kamer, Doc. 530476/13 blz. 25).

Wat betreft de diploma's of getuigschriften die minstens een eindcyclus van het hoger secundair onderwijs bekrachtigen, zullen deze slechts als bewijs van de taalkundige integratie aanvaard worden indien zij behaald zijn aan het eind van een schoolse opleiding in één van de drie landstalen en indien zij het bewijs leveren van een taalniveau gelijk aan het niveau A2 van het Europees Referentiekader voor talen.

Zoals reeds hoger in punt 1^o betreffende de maatschappelijke integratie werd uiteengezet, moeten de diploma's van het hoger onderwijs een arbeidsvolume van 60 ECTS-credits per academiejaar bevatten.

b. De vreemdelingen die niet onderworpen zijn aan de voorwaarde van maatschappelijke integratie maar niettemin het bewijs moeten leveren van de kennis van een van de drie landstalen, kunnen het bewijs van deze taalkundige integratie op de volgende manier leveren :

- via een van de bewijsmiddelen van maatschappelijke integratie bedoeld in artikel 12bis, § 1, 2^o, d), en in artikel 12bis, § 1, 3^o, e).

Wat betreft de diploma's die minstens een eindcyclus van het hoger secundair onderwijs bekrachtigen, is het belangrijk te verduidelijken dat, binnen de zeer specifieke context van het bewijs van taalkundige integratie, een diploma behaald op het grondgebied van de Europese Unie eveneens zal aanvaard worden voor zover het als gelijkwaardig is erkend door één van de gemeenschappen en het bewijs kan leveren van de minimale kennis van één van de drie landstalen gelijk aan het niveau A2 van het Europees Referentiekader voor talen. De diploma's van het hoger onderwijs moeten 60 ECTS-credits per academiejaar omvatten.

A noter que les diplômés dont il est fait état dans le formulaire de notification de pièces manquantes visent aussi bien ceux délivrés par des établissements d'enseignement organisés, reconnus ou subventionnés par l'une des communautés que ceux obtenus sur le territoire de l'Union européenne et qui ont été reconnus équivalents;

- un certificat linguistique délivré par le SELOR;
- une attestation de réussite de l'une des trois langues nationales délivrée par les offices régionaux de l'emploi et de la formation professionnelle : le VDAB, Bruxelles Formation, Actiris, le FOREM et l'Arbeitsamt;
- une attestation de réussite d'une des trois langues nationales délivrée par un établissement organisé, reconnu ou subventionné par une Communauté.

Il va sans dire que les trois dernières attestations devront attester d'un niveau de langue correspondant au niveau A2 du Cadre européen commun de référence des langues.

En ce qui concerne les attestations de langue délivrées par un établissement organisé reconnu ou subventionné par une Communauté, citons à titre exemplatif :

- les attestations de réussite de cours de langues délivrées par les établissements de promotion sociale;
- les attestations de réussite de cours de langues aux examens de maîtrise suffisante d'une des trois langues organisés par certains établissements d'enseignement supérieur en vue d'accéder aux études de premier cycle;
- les attestations de réussite relatives à l'offre de langues vivantes proposée sous la forme de cours du soir à destination d'un très large public par certains établissements d'enseignement supérieur.

3° L'intégration économique

a) Cas dans lesquels l'intégration économique est requise

La preuve de la participation économique est exigée uniquement à l'article 12bis, § 1^{er}, 2°, CNB.

Si l'intéressé est un travailleur salarié, il devra prouver avoir travaillé pendant au moins 468 journées de travail au cours des cinq dernières années. Il est à observer que si l'intéressé apporte déjà la preuve de son intégration sociale par l'accomplissement d'une activité professionnelle salariée durant les cinq années qui précèdent sa déclaration conformément à l'article 12bis, § 1^{er}, 2°, d), CNB, il sera présumé d'office avoir effectué les 468 jours légalement requis. Le même raisonnement s'applique *mutatis mutandis* pour l'intéressé qui exercerait une activité indépendante durant les cinq années requises.

A contrario, le déclarant qui établirait son intégration sociale autrement que par l'exercice d'une activité économique, par exemple, en produisant une attestation de formation professionnelle, devra en principe encore prouver avoir travaillé en Belgique en tant qu'indépendant et/ou travailleur salarié durant la période légalement requise.

b) De la déduction de la durée de formation scolaire, académique ou professionnelle

b.1 Pour être complet, je me dois d'attirer spécialement l'attention des officiers de l'état civil sur la nécessité de prendre en compte la durée de la formation professionnelle, académique ou scolaire suivie par l'étranger telle que visée à l'article 12bis, § 1^{er}, 2°, d), premier et/ou deuxième tiret, du Code afin de la déduire de la durée de l'activité professionnelle exercée en tant qu'indépendant et/ou salarié (voy. l'article 12bis, § 1^{er}, 2°, alinéa 2, CNB). Les travaux préparatoires de la Loi sont particulièrement explicites sur ce point « (...) si l'étranger suit des cours ou une formation professionnelle, il apporte ce faisant la preuve de sa volonté de participer à l'économie. En effet, un diplôme lui ouvrira ultérieurement les portes du marché du travail et une formation professionnelle facilitera l'accès au marché du travail. C'est pourquoi la durée des études ou la formation professionnelle peut être déduite des 468 jours pendant lesquels l'étranger a dû être occupé » (Commentaires de la loi, Doc. parl., Chambre, Doc. 530476/13 p. 25).

La durée de la formation concernée ne pourra donc être prise en compte lors de la déduction que pour autant que celle-ci ait été complètement aboutie ou ait débouché sur l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat.

b.2 Sur la manière dont il y a lieu de déduire la durée des formations des 468 jours légalement requis, il m'apparaît utile, sans avoir cependant la prétention d'être exhaustif au vu de la grande diversité de cas qui pourraient se présenter, de mettre en place certaines balises relatives à trois situations particulières auxquelles l'officier de l'état civil devrait être régulièrement confronté.

Men dient er op te letten dat de diploma's die vermeld worden in het formulier inzake de kennisgeving van ontbrekende stukken betrekking hebben op zowel de diploma's die uitgereikt worden door onderwijsinstellingen die door één van de gemeenschappen zijn georganiseerd, erkend of gesubsidieerd, als op de diploma's die behaald zijn op het grondgebied van de Europese Unie en als evenwaardig zijn erkend;

- een taalcertificaat afgegeven door SELOR;
- een attest voor het slagen voor één van de drie landstalen afgeleverd door de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding : de VDAB, Bruxelles Formation, Actiris, FOREM en het Arbeitsamt;
- een attest voor het slagen voor één van de drie landstalen, afgegeven door een onderwijsinstelling opgericht, erkend of gesubsidieerd door een Gemeenschap.

Het spreekt voor zich dat de drie laatste attesten het bewijs moeten leveren van een taalniveau gelijk aan het niveau A2 van het Europees Referentiekader voor talen.

Wat betreft de taalattesten afgegeven door een onderwijsinstelling opgericht, erkend of gesubsidieerd door een Gemeenschap, vermelden wij als voorbeeld:

- de attesten voor het slagen voor een taalcursus afgeleverd door de onderwijsinstellingen voor sociale promotie;
- de attesten voor het slagen voor examens voor voldoende beheersing van één van de drie landstalen georganiseerd door bepaalde instellingen voor hoger onderwijs met het oog op toegang tot de studies van de eerste cyclus;
- de attesten voor het slagen op het vlak van het aanbod van levende talen dat wordt aangeboden in de vorm van avondonderwijs voor een zeer ruim publiek door bepaalde instellingen voor hoger onderwijs.

3° De economische integratie

a) Gevalen waarin economische integratie is vereist

Het bewijs van economische participatie is enkel vereist in artikel 12bis, § 1, 2°, WBN.

Indien de belanghebbende een werknemer is, moet hij het bewijs leveren dat hij gedurende de voorbije vijf jaar minimaal 468 arbeidsdagen heeft gewerkt. Er dient te worden opgemerkt dat indien de belanghebbende reeds het bewijs van zijn maatschappelijke integratie levert doordat hij een beroepsactiviteit heeft uitgeoefend gedurende de vijf jaar die voorafgaan aan zijn verklaring overeenkomstig artikel 12bis, § 1, 2°, d), WBN, hij automatisch wordt verondersteld de wettelijk vereiste 468 dagen te hebben gepresteerd. Dezelfde redenering geldt *mutatis mutandis* voor de belanghebbende die gedurende de vereiste periode van vijf jaar een activiteit als zelfstandige zou uitoefenen.

A contrario, de verklaarder die het bewijs van zijn maatschappelijke integratie op een andere manier dan door de uitoefening van een economische activiteit zou leveren, bijvoorbeeld aan de hand van een beroepsopleidingsattest, moet in principe nog het bewijs leveren dat hij in België gewerkt heeft als zelfstandige en/of werknemer gedurende de wettelijk vereiste periode.

b) Het in mindering brengen van de duurtijd van de school-, universiteits- of beroepsopleiding

b.1 Volledigheidshalve wil ik in het bijzonder de aandacht van de ambtenaren van de burgerlijke stand vestigen op de noodzaak om rekening te houden met de duur van de door de vreemdeling gevolgd beroeps-, universiteits- of schoolopleiding, bedoeld in artikel 12bis, § 1, 2°, d), eerste en/of tweede streepje van het Wetboek, teneinde deze in mindering te brengen van de duur van de beroepsactiviteit uitgeoefend als zelfstandige en/of werknemer (zie artikel 12bis, § 1, 2°, tweede lid, WBN). De voorbereidende werken van de Wet zijn bijzonder expliciet op dit punt « (...) indien de vreemdeling onderwijs volgt, of een beroepsopleiding volgt, dan bewijzen zij hun wil tot economische participatie. Immers : een diploma geeft nadien toegang tot de arbeidsmarkt, en een beroepsopleiding vergemakkelijkt de toegang tot de arbeidsmarkt. Daarom mag de duurtijd van de onderwijsopleiding, of de beroepsopleiding in mindering gebracht worden van de vereiste 468 dagen die de vreemdeling moet gewerkt hebben » (Commentaren van de wet, *Gedr. St.*, Kamer, doc. 53/0476/13, blz. 25).

De desbetreffende duurtijd van de opleiding kan dus enkel in mindering kan worden gebracht voor zover de opleiding voltooid werd of geleid heeft tot het behalen van een diploma of getuigschrift.

b.2 Inzake de wijze waarop de duurtijd van de opleidingen in mindering moet worden gebracht van de wettelijk vereiste 468 dagen, acht ik het nuttig, zonder volledigheid te willen nastreven gezien de grote verscheidenheid aan gevallen die zich kunnen voordoen, om bepaalde bakens uit te zetten voor drie bijzondere situaties waarmee de ambtenaar van de burgerlijke stand regelmatig zou kunnen te maken hebben.

Premier exemple : l'intéressé a obtenu un certificat du secondaire supérieur au terme d'une scolarité ordinaire de plein exercice suivie dans un établissement reconnu, organisé ou subventionné par une Communauté.

En règle générale, une année scolaire en Belgique correspond en moyenne à 182 jours de classe.

Comme un certificat du secondaire supérieur (C.E.S.S) sanctionne un cycle final de trois années, il conviendra de comptabiliser les trois dernières années dans le calcul de la déduction et arriver à la conclusion que si l'étranger est titulaire d'un tel certificat, il atteindra d'office les 468 jours légalement requis.

Deuxième exemple : l'intéressé a obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur de plein exercice (baccalauréat ou master).

Comme déjà explicité précédemment, chaque activité de formation du baccalauréat ou du master se comptabilise en crédits. Un crédit correspond forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage. Comme une année d'étude à temps plein compte 60 crédits, elle est estimée à 1800 heures de travail.

Le baccalauréat se compose d'un programme de 180 crédits répartis normalement sur trois années d'étude tandis que le master compte 60, 120 ou 240 crédits (médecine) à raison de 60 par an.

Sur la question de savoir comment opérer la conversion des volumes horaires en jours de travail, il conviendra de calculer le nombre d'heures de formation en fonction du nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein en Belgique, soit 38 heures/semaine. Une journée de travail équivaut donc à 7,6 heures par jour comme le précise d'ailleurs le législateur dans les travaux préparatoires (Commentaires de la loi, *Doc. parl.* Chambre, Doc. 530476/13 p. 26).

En l'espèce, si l'on divise la charge de travail d'une année d'étude correspondant à 1800 heures par le volume horaire d'une journée de travail, l'on obtient 236 jours par année académique.

Dès lors, si un étranger est titulaire d'un baccalauréat (diplôme de premier cycle), il sera d'office présumé avoir rempli la condition de participation économique. *A fortiori*, en ira-t-il de même pour le lauréat d'un master (diplôme de deuxième cycle), voire d'un doctorat (diplôme de troisième cycle).

Troisième exemple : l'intéressé a suivi une formation professionnelle de 400 heures.

Il conviendra d'appliquer un raisonnement identique à celui développé au point précédent et au terme duquel on pourra conclure que 400 heures de formation équivalent à 52,5 jours de travail (soit 10 semaines 1/2).

b.3 Si après déduction, l'officier de l'état civil constate que l'étranger n'a pas encore atteint la durée de l'activité professionnelle légalement requise visée à l'article 12bis, § 1^{er}, 2^o, e), CNB, il devra inviter l'intéressé à produire des preuves complémentaires, le cas échéant, au moyen du formulaire de notification de pièces manquantes dont le modèle est annexé à l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Afin de lever toute ambiguïté, je tiens déjà à préciser – et j'y reviendrai ultérieurement dans le cadre de la description de la procédure par déclaration – que l'officier d'état civil est d'abord tenu d'examiner, sur la base de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, si les pièces justifiant les 468 jours sont *prima facie* bien réunies étant entendu que ces pièces feront l'objet d'un examen ultérieur plus approfondi par le parquet dans le cadre de la mission de vérification sur le respect des conditions de fond. En cas de doute sérieux sur les pièces présentées, il est conseillé à l'officier de l'état civil d'en informer par écrit le parquet lors de la transmission du dossier du candidat à la nationalité.

Ceci dit, il me paraît évident qu'un officier de l'état civil ne saurait accepter des documents faisant incontestablement état d'un nombre de jours sensiblement inférieur à la période requise de 468 jours.

1.3. L'hypothèse spécifique visée à l'article 12bis, § 2, CNB

L'étranger, qui, au cours de la période de séjour légal préalable à la déclaration de nationalité visée à l'article 12bis, § 1^{er}, 2^o et 3^o, CNB, s'installe dans une autre région « linguistique » que celle où il a suivi un cours d'intégration et qui introduit sa déclaration sur le territoire de cette région « linguistique », apportera la preuve de son intégration sociale en établissant avoir suivi le parcours d'accueil de la région où il avait antérieurement établi sa résidence principale. Ainsi, l'étranger qui introduit sa déclaration auprès d'une commune néerlandophone pourra se prévaloir d'un parcours d'intégration qu'il aurait suivi antérieurement en Wallonie dans le cadre de la preuve de son intégration sociale.

Outre la preuve de son intégration sociale par le biais d'un cours d'intégration, l'étranger devra aussi apporter la preuve de la maîtrise de la langue de la région où il réside à titre principal et où il a introduit

Eerste voorbeeld : de belanghebbende heeft een getuigschrift hoger secundair onderwijs behaald na beëindiging van een reguliere studie met volledig leerplan gevolgd in een door een Gemeenschap erkende, georganiseerde of gesubsidieerde instelling.

In België telt een schooljaar doorgaans gemiddeld 182 lesdagen.

Aangezien het getuigschrift hoger secundair onderwijs (HSO) een eindcyclus van drie jaar bekrachtigt, dient men de drie laatste jaren te verrekenen in de berekening van de mindering en tot het besluit te komen dat indien de vreemdeling in het bezit is van een dergelijk getuigschrift, hij van rechtswege de wettelijk vereiste 468 dagen bereikt.

Tweede voorbeeld : de belanghebbende heeft een diploma hoger onderwijs met volledig leerplan (bachelor of master) behaald.

Zoals reeds verduidelijkt, wordt iedere opleidingsactiviteit van een bachelor- of masteropleiding verrekend in credits. Een credit stemt forfaitair overeen met 30 uren leerarbeid. Aangezien een schooljaar met volledig leerplan 60 credits telt, wordt het aantal uren leerarbeid op 1800 geschat.

De bacheloropleiding bestaat uit een programma van 180 credits, normaliter verdeeld over drie schooljaren terwijl de masteropleiding bestaat uit 60, 120 of 240 credits (geneeskunde), naar rato van 60 credits per jaar.

Om te weten hoe de volumes aan gepresteerde uren in arbeidsdagen moeten worden omgerekend, moet het aantal opleidingsuren worden berekend in functie van het aantal uren van een voltijdse werkweek in België, te weten 38 uren per week. Eén arbeidsdag stemt dus overeen met 7,6 uren per dag zoals overigens de wetgever in de voorbereidende werken heeft aangegeven (Commentaren van de wet, *Gedr. St.*, Kamer, Doc. 53/0476/13, blz. 26).

Indien men in casu de studielast van een schooljaar van 1800 uren deelt door het volume van de uurprestaties op een arbeidsdag, bedraagt het resultaat 236 dagen per academiejaar.

Indien bijgevolg een vreemdeling over een bachelordiploma beschikt (diploma van de eerste cyclus), wordt hij automatisch verondersteld de voorwaarde inzake economische participatie te hebben vervuld. *A fortiori* geldt hetzelfde voor de houder van een masterdiploma (diploma van de tweede cyclus) of een doctoraat (diploma van de derde cyclus).

Derde voorbeeld : de belanghebbende heeft een beroepsopleiding van 400 uren gevolgd.

Hier dient eenzelfde redenering te worden gevolgd als in het vorige punt, met als slotomdat 400 opleidingsuren overeenstemmen met 52,5 arbeidsdagen (of 10,5 weken).

b.3 Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand, na mindering, vaststelt dat de vreemdeling nog niet voldoet aan de wettelijk vereiste duur van beroepsactiviteit, bedoeld in artikel 12bis, § 1, 2^o, e), WBN, moet hij de betrokken vreemdeling verzoeken om bijkomende bewijsstukken voor te leggen, desgevallend met gebruik van het formulier inzake de kennisgeving van ontbrekende stukken waarvan het model als bijlage bij het koninklijk besluit van 14 januari 2013 is gevoegd.

Teneinde alle dubbelzinnigheid weg te nemen, wil ik hierbij reeds verduidelijken – en ik zal daarop terugkomen in het kader van de omschrijving van de procedure door verklaring – dat de ambtenaar van de burgerlijke stand in eerste instantie moet onderzoeken, op grond van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, of de stukken ter staving van de 468 dagen *prima facie* aanwezig zijn, in het besef dat die stukken naderhand grondiger zullen onderzocht worden door het parket in het kader van de toezichtopdracht met betrekking tot de naleving van de grondvoorwaarden. Bij ernstige twijfel omtrent de voorgelegde stukken doet de ambtenaar van de burgerlijke stand er goed aan om het parket daarop schriftelijk te wijzen bij de toezending van het dossier van de kandidaat-Belg.

Het voorgaande neemt niet weg dat een ambtenaar van de burgerlijke stand geen documenten zal kunnen aanvaarden waaruit onmiskenbaar blijkt dat het aantal dagen merkbaar lager ligt dan de vereiste periode van 468 dagen.

1.3. De specifieke hypothese bedoeld in artikel 12bis, § 2, WBN

De vreemdeling die, tijdens de periode van wettelijk verblijf voorafgaand aan de nationaliteitsverklaring bedoeld in artikel 12bis, § 1, 2^o, e), WBN, zich vestigt in een ander taalgebied dan waar hij een inburgeringscursus heeft gevolgd en die zijn verklaring aflegt op het grondgebied van dat taalgebied, levert het bewijs van zijn maatschappelijke integratie aan de hand van zijn gevolgde onthaaltraject van het gewest waar hij voordien zijn hoofdverblijfplaats had. Aldus kan de vreemdeling die zijn verklaring heeft afgelegd in een Nederlandstalige gemeente zich beroepen op een integratietraject dat hij voordien in Wallonië zou hebben gevolgd in het kader van het bewijs van zijn maatschappelijke integratie.

Naast het bewijs van zijn maatschappelijke integratie aan de hand van een inburgeringscursus, moet de vreemdeling ook het bewijs leveren van de beheersing van de taal van het gewest waar hij

sa déclaration de nationalité. La preuve de la langue pourra être rapportée selon l'un des moyens de preuve définis à l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

2. L'ARTICLE 24 CNB

2.1. L'article 21 de la Loi modifie l'article 24 CNB pour ajouter une condition liée à l'exigence d'un séjour légal dans le chef de la personne âgée d'au moins dix-huit ans qui souhaite introduire une déclaration de recouvrement de la nationalité fondée sur cette disposition. Concrètement, le déclarant devra être en séjour illimité au moment de la déclaration et avoir fixé sa résidence principale en Belgique sur la base d'un séjour légal de manière ininterrompue durant les douze mois qui précèdent la déclaration. Sur la notion du contenu à donner au séjour légal, l'on se référera à ce qui a été dit précédemment au point D de la présente circulaire.

En outre, l'article 21 supprime la marge d'appréciation laissée au procureur du Roi de ne pas émettre d'avis négatif au cas où l'étranger ne résiderait pas en Belgique durant les douze mois légalement requis. La condition de résidence légale en Belgique est donc érigée de manière absolue.

La procédure de recouvrement n'est assortie d'aucune condition d'intégration sociale, linguistique ou économique.

2.2. En ce qui concerne la procédure, il est renvoyé à l'article 15 CNB, mieux explicité ci-après. Il me paraît néanmoins utile de formuler les remarques suivantes :

1° La procédure de recouvrement ne donne pas lieu à la perception d'un droit d'enregistrement.

2° Comme les pièces à joindre ne sont pas reprises formellement dans le formulaire de notification des pièces manquantes, il conviendra d'en faire état dans la rubrique consacrée aux « remarques ».

3° L'officier de l'état civil veillera à ce que la déclaration de recouvrement soit accompagnée des pièces justificatives requises par la Loi. A titre indicatif, les documents à joindre à l'appui de la déclaration sont les suivants :

- l'acte de naissance/le certificat délivré par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ou selon le cas le document équivalent ou l'acte de notoriété dûment homologué ou la déclaration sous serment agréée par le tribunal de première instance, le cas échéant la procuration spéciale et authentique donnée au mandataire ou la preuve que la personne qui représente l'incapable est son représentant légal ou son administrateur provisoire;

- un certificat de résidence avec historique des séjours et adresses justifiant une résidence principale ininterrompue de douze mois précédant immédiatement le dépôt de la déclaration;

- un document de séjour prévu à l'article 3 de l'arrêté du 14 janvier 2013 faisant preuve du séjour illimité;

- la preuve que l'intéressé a précédemment perdu sa nationalité belge autrement que par déchéance de nationalité ce qui soit du fait de l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère ou autrement.

3. LA PROCEDURE

L'article 15 CNB modifié par l'article 12 de la Loi règle la procédure des déclarations visées aux articles 11, § 2, 12bis et 24 CNB.

3.1 Remarque liminaire : le droit d'enregistrement

Alors qu'auparavant l'acquisition de la nationalité était gratuite, le législateur a rétabli l'existence d'un droit d'enregistrement d'un montant de 150 euros. L'article 238 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe précise que ce droit doit être acquitté avant l'introduction de la demande de naturalisation ou avant le dépôt de la déclaration, c'est-à-dire avant que l'officier de l'état civil n'acte officiellement celles-ci.

L'enregistrement a lieu au bureau dans le ressort duquel se trouve la résidence de l'intéressé. Le droit d'enregistrement n'est en aucun cas restituable.

Comme le paiement tardif du droit d'enregistrement ne peut être régularisé, il n'est pas repris sur le formulaire de notification de pièces manquantes (voir infra).

A toutes fins utiles, je tiens à signaler que le paiement du droit d'enregistrement n'est valable que pour une seule procédure d'acquisition de la nationalité. Le demandeur déboute de sa demande/déclaration ne pourra ré-introduire une nouvelle procédure qu'à la condition qu'il puisse établir avoir préalablement procédé au paiement d'un nouveau droit d'enregistrement.

hoofdzakelijk verblijft en waar hij zijn nationaliteitsverklaring heeft ingediend. Het bewijs van de taal kan geleverd worden aan de hand van een van de bewijsmiddelen vermeld in artikel 1 van hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

2. ARTIKEL 24 WBN

2.1. Artikel 21 van de Wet wijzigt artikel 24 WBN door de toevoeging van een voorwaarde gekoppeld aan de vereiste van een wettelijk verblijf uit hoofde van een persoon van ten minste achttien jaar oud die een op die bepaling gegronde verklaring tot herkrijging van de nationaliteit wil indienen. Concreet gezien moet de verklaarder in onbeperkt verblijf zijn op het ogenblik van de verklaring en moet hij zijn hoofdverblijfplaats in België hebben gevestigd op grond van een ononderbroken wettelijk verblijf tijdens de twaalf maanden voorafgaand aan de verklaring. Voor de invulling van het wettelijk verblijf, zie punt D van deze omzendbrief.

Daarnaast is in artikel 21 geen sprake meer van de beoordelingsmarge die de procureur des Konings had om geen negatief advies te verstrekken ingeval de vreemdeling niet gedurende de wettelijk vereiste twaalf maanden in België zou verblijven. De voorwaarde van wettelijk verblijf in België is dus thans een absolute voorwaarde.

Aan de procedure tot herkrijging is geen enkele voorwaarde inzake taalkundige, economische of maatschappelijke integratie verbonden.

2.2. Voor de procedure wordt verwezen naar artikel 15 WBN, dat hierna verder wordt toegelicht. Niettemin acht ik het nuttig de volgende opmerkingen te formuleren :

1° De procedure tot herkrijging geeft geen aanleiding tot inning van een registratierecht.

2° Aangezien de bij te voegen stukken niet formeel vermeld worden in het formulier inzake de kennisgeving van ontbrekende stukken, moet daarvan melding worden gemaakt in de rubriek "opmerkingen".

3° De ambtenaar van de burgerlijke stand ziet erop toe dat de verklaring tot herkrijging vergezeld gaat van de door de Wet vereiste stavingsstukken. Ter informatie, de bij te voegen documenten ter staving van de verklaring zijn de volgende :

- de akte van geboorte/het getuigschrift afgegeven door het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of naargelang het geval het gelijkwaardig document of de behoorlijk gehomologeerde akte van bekendheid of de door de rechtbank van eerste aanleg gegeven machtiging tot het afleggen van de beëdigde verklaring, in voorkomend geval de bijzondere en authentieke volmacht gegeven aan de gevolmachtigde of het bewijs van de hoedanigheid van wettelijk vertegenwoordiger of voorlopig bewindvoerder van de onbekwame;

- een getuigschrift van woonst met historiek van de verblijfplaatsen en adressen als bewijs van ononderbroken hoofdverblijf in België gedurende twaalf maanden onmiddellijk voorafgaand aan de neerlegging van de verklaring;

- een verblijfsdocument bedoeld in artikel 3 van het besluit van 14 januari 2013, waaruit een verblijf van onbeperkte duur blijkt;

- het bewijs dat de belanghebbende voordien zijn Belgische nationaliteit verloren heeft op andere wijze dan door vervallenverklaring van de nationaliteit, ongeacht of het was door vrijwillige verkrijging van een vreemde nationaliteit of iets anders.

3. DE PROCEDURE

Artikel 15 WBN, gewijzigd bij artikel 12 van de Wet, regelt de procedure voor de verklaringen bedoeld in de artikelen 11, § 2, 12bis en 24 WBN.

3.1 Voorafgaande opmerking: het registratierecht

Terwijl de verkrijging van de nationaliteit voorheen kosteloos was, heeft de wetgever het registratierecht ten belope van 150 euro heringevoerd. Artikel 238 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bepaalt dat dit recht moet gekweten worden vóór de indiening van het naturalisatieverzoek of vóór de aflegging van de verklaring, dat wil zeggen vooraleer de ambtenaar van de burgerlijke stand ze officieel akteert.

De registratie gebeurt in het kantoor van het rechtsgebied waarin de verblijfplaats van de belanghebbende zich bevindt. Het registratierecht kan in geen geval worden teruggegeven.

Aangezien de laattijdige betaling van het registratierecht niet geregulariseerd kan worden, maakt het formulier inzake de kennisgeving van ontbrekende stukken daarvan geen melding (zie infra).

Voor zoveel als nodig wil ik erop wijzen dat de betaling van het registratierecht enkel geldig is voor één bepaalde procedure van nationaliteitsverkrijging. De aanvrager wiens verzoek of verklaring verworpen is, zal slechts een nieuwe procedure kunnen indienen op voorwaarde dat hij bewijst dat hij voorafgaandelijk is overgegaan tot de betaling van een nieuw registratierecht.

3.2 Les différentes phases de la procédure

1° L'officier de l'état civil

La loi renforce le rôle de l'officier de l'état civil dans les procédures d'acquisition de la nationalité par déclaration.

Comme il sera plus amplement précisé ci-après, l'officier de l'état civil est désormais lié à des délais de rigueur. Il est par conséquent recommandé de tenir attentivement à jour un calendrier précis des délais pour chaque dossier qu'il serait amené à examiner.

a. La déclaration de nationalité doit être faite devant l'officier de l'état civil du lieu où l'intéressé a sa résidence principale. Comme précédemment mentionné au point 3.1, il s'assurera au préalable que le droit d'enregistrement a bien été acquitté.

Pour rappel, la déclaration peut être souscrite par un mandataire muni d'une procuration spéciale et authentique (article 6 CNB). Selon le Traité de la nationalité belge, « la procuration doit être spéciale, c'est-à-dire donnée en vue d'accomplir l'acte juridique requis au nom de l'intéressé. Elle doit aussi être authentique, c'est-à-dire donnée dans les formes authentiques. On voit donc le rôle important que jouent les notaires en cette matière (...) » (Ch.L. CLOSSET « Traité pratique de la nationalité belge », Bruylant, 2004, n° 841 et 842, 2^e édition, Bruxelles, Bruylant).

En ce qui concerne les personnes qui sont incapables en raison d'une déficience mentale, l'article 7, alinéa 1^{er}, du Code dispose : « Les personnes qui sont incapables en raison d'une déficience mentale sont représentées, pour accomplir des actes juridiques en matière de nationalité, par leur représentant légal. Les personnes pourvues d'un administrateur provisoire peuvent être représentées par ce dernier. ».

Après avoir vérifié que la déclaration comporte préalablement à la signature du déclarant, la mention manuscrite « je déclare vouloir acquérir la nationalité belge et me soumettre à la Constitution, aux lois du peuple belge et à la Convention de Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », l'officier de l'état civil acte la déclaration. Sur ce point, j'insiste sur la nécessité de délivrer à toute personne sollicitant l'acquisition de la nationalité belge, un accusé de réception attestant de l'introduction de la déclaration. Cet accusé constitue en effet le point de départ du délai de trente jours ouvrables endéans lequel l'officier de l'état civil est tenu d'examiner l'exhaustivité de la déclaration.

Une innovation importante de la Loi consiste à prévoir d'office la suspension de la déclaration dans le cas où l'officier de l'état civil constate, sur la base des données à sa disposition, des divergences dans l'orthographe des nom et prénom de l'étranger (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CNB). Dans ce cas, l'attention des officiers de l'état civil est spécialement attirée sur la nécessité d'informer, de préférence par la voie du recommandé postal, l'étranger de la suspension de la déclaration, et le cas échéant de la fin de cette suspension.

Une deuxième cause de suspension est à relier à l'hypothèse selon laquelle l'étranger serait dépourvu de nom ou de prénom. Dans ce cas, l'officier de l'état civil proposera à l'étranger d'introduire une procédure gratuite de changement de nom ou prénom sur la base de la loi du 15 mai 1987 par le biais d'une requête écrite et motivée adressée sans délai au Service des changements de nom et prénom du SPF Justice, situé au 115 boulevard de Waterloo, à 1000 Bruxelles.

Il est important de relever qu'en aucun cas, l'officier de l'état civil ne pourra contraindre le demandeur à engager une procédure de changement de nom ou de prénom. Tout au plus, pourrait-il attirer l'attention du candidat à la nationalité sur les avantages indéniables en termes de gratuité qu'offre une telle procédure dans le cadre spécifique de la nationalité belge. En cas de refus de l'intéressé, l'officier de l'état civil n'est donc pas autorisé à suspendre la procédure, laquelle suivra son cours.

Si l'étranger accepte d'introduire une procédure en changement de nom ou prénom, le traitement de la déclaration sera suspendu jusqu'à ce que ce dernier ait un nom ou un prénom.

Concrètement, l'étranger veillera à ce que l'accusé de réception attestant de l'introduction de la déclaration de nationalité soit bien annexé à sa requête en changement de nom ou prénom. La transmission de cet accusé par l'intéressé au Service des changements de nom et prénom du SPF Justice conditionne en effet la recevabilité de la requête. Dès réception de celle-ci le SPF Justice avisera sans délai l'administration communale – où la déclaration de nationalité a été faite – de la date à laquelle la requête a été officiellement déclarée recevable par son service. La suspension de la procédure de déclaration prendra cours à cette date.

La suspension de la procédure prendra fin lorsque l'étranger sera pourvu d'un nom ou d'un prénom, c'est-à-dire lorsque le dispositif de l'arrêté royal ou ministériel autorisant l'adjonction de nom ou de

3.2 De verschillende fasen van de procedure

1° De ambtenaar van de burgerlijke stand

De wet versterkt de rol van de ambtenaar van de burgerlijke stand in de procedures tot verkrijging van de nationaliteit door verklaring.

Zoals hierna omstandig wordt uitgelegd, is de ambtenaar van de burgerlijke stand voortaan gebonden aan strikte termijnen. Bijgevolg is het raadzaam voor elk te behandelen dossier zorgvuldig een nauwkeurig tijdschema bij te houden.

a. De nationaliteitsverklaring moet worden afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft. Zoals reeds gezegd in punt 3.1, gaat hij voorafgaandelijk na of het registratierecht is betaald.

Ter herinnering, de verklaring kan worden afgelegd door een gevolmachtigde met een bijzondere en authentieke volmacht (artikel 6 WBN). « De volmacht moet bijzonder zijn, dat wil zeggen, gegeven met het oog op de verrichting van de vereiste rechtshandeling in naam van de belanghebbende. Zij moet ook authentiek zijn, dat wil zeggen gegeven in authentieke vormen. Daaruit blijkt dus de belangrijke rol van de notarissen in dat verband (...) » (Ch.L. CLOSSET « Traité pratique de la nationalité belge », Bruylant, 2004, n° 841 et 842, 2^e édition, Bruxelles, Bruylant).

Wat betreft de personen die onbekwaam zijn uit hoofde van hun geestestoestand bepaalt artikel 7, eerste lid, van het Wetboek : « Personen die onbekwaam zijn uit hoofde van hun geestestoestand, worden, voor het verrichten van rechtshandelingen inzake nationaliteit, vertegenwoordigd door hun wettelijke vertegenwoordiger. Personen aan wie een voorlopige bewindvoerder is toegevoegd, kunnen door deze worden vertegenwoordigd. ».

Na te hebben gecontroleerd of de verklaring voorafgaand aan de handtekening van de verklaarder de volgende handgeschreven vermelding bevat : *"Ik verklaar Belgisch staatsburger te willen worden en de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden te zullen naleven"*, akteert de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring. Op dat punt benadruk ik de noodzaak om een ontvangstbewijs van de indiening van de verklaring af te geven aan iedere persoon die om de verkrijging van de Belgische nationaliteit verzoekt. Dat ontvangstbewijs vormt immers het vertrekpunt van de termijn van dertig werkdagen waarbinnen de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring op haar volledigheid moet onderzoeken.

Een belangrijke vernieuwing van de Wet bestaat in het van ambtswege opschorten van de verklaring indien de ambtenaar van de burgerlijke stand, op basis van de gegevens waarover hij beschikt, vaststelt dat er verschillen zijn in de schrijfwijze van de naam of voornaam van de vreemdeling (artikel 15, § 1, eerste lid WBN). In dit geval wordt de aandacht van de ambtenaren van de burgerlijke stand erop gevestigd dat het noodzakelijk is dat zij de vreemdeling in kennis stellen, bij voorkeur bij een ter post aangetekende brief, van de opschorting van de verklaring en desgevallend van het einde van die opschorting.

Een tweede reden tot opschorting houdt verband met het geval waarin de vreemdeling geen naam of voornaam heeft. In dat geval stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand de vreemdeling voor om kosteloos een procedure tot naamswijziging in te stellen op grond van de wet van 15 mei 1987 door middel van een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek dat onverwijld wordt gericht aan de Dienst Naams- en Voornaamsverandering van de FOD Justitie, Waterloolaan 115, te 1000 Brussel.

Het is belangrijk te vermelden dat de ambtenaar van de burgerlijke stand de vreemdeling in geen geval kan dwingen tot het instellen van een procedure tot wijziging van naam of voornaam. Hij mag hoogstens de aandacht van de kandidaat-Belg vestigen op de onmiskenbare voordelen uit het oogpunt van kosteloosheid die een dergelijke procedure biedt in het specifieke kader van de Belgische nationaliteit. Indien de vreemdeling weigert, is de ambtenaar van de burgerlijke stand dus niet gemachtigd om de procedure op te schorten en kent deze haar verder verloop.

Indien de vreemdeling ermee instemt om die procedure van verandering van naam of voornaam in te stellen, wordt de behandeling van de verklaring opgeschort totdat hij een naam of voornaam heeft.

Concreet gezien dient de vreemdeling ervoor te zorgen dat het ontvangstbewijs dat het begin van de nationaliteitsverklaring bewijst, aan zijn verzoekschrift tot verandering van naam of voornaam is gehecht. De overzending van dit ontvangstbewijs door de belanghebbende aan de Dienst Naams- en Voornaamsveranderingen FOD Justities inderdaad noodzakelijk voor de ontvankelijkheid van het verzoekschrift. Zodra de FOD Justitie dit ontvangen heeft, brengt hij onverwijld het gemeentebestuur – waar de nationaliteitsverklaring werd afgelegd – op de hoogte van de datum waarop het verzoekschrift officieel ontvankelijk werd verklaard door zijn dienst. Op deze datum neemt de schorsing van de procedure een aanvang.

De schorsing van de procedure zal een einde nemen wanneer de vreemdeling een naam of voornaam zal hebben, dit wil zeggen wanneer het beschikkend gedeelte van het koninklijk of ministerieel

prénom – pour lequel les formalités d'enregistrement auront été préalablement accomplies – sera transcrit dans les registres par l'officier de l'état civil de la résidence de l'étranger si ce dernier est né à l'étranger ou par l'officier d'état civil de la commune de naissance si l'intéressé est né en Belgique.

Si l'étranger est né en Belgique mais dans une autre commune que celle dans laquelle la déclaration de nationalité a été effectuée, l'officier de l'état civil compétent avisera sans tarder le Ministre de la Justice de la transcription intervenue ainsi que l'officier de l'état civil saisi de la déclaration conformément à l'article 9 de la loi du 15 mai 1987 de telle sorte que ce dernier puisse notifier à l'intéressé la date à laquelle la suspension de la procédure de déclaration a pris fin.

Le SPF Justice transmettra également en tout état de cause l'avis de transcription à la commune où la déclaration a été actée.

A noter que le requérant peut toujours, dans son propre intérêt, demander une copie de la transcription afin d'en informer l'officier de l'état civil saisi de sa déclaration et ainsi interrompre la suspension.

b. L'officier de l'état civil a trente jours à partir de la date à laquelle la déclaration a été actée pour vérifier si les pièces énoncées au chapitre IV de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 sont jointes. Selon les travaux préparatoires, il n'est pas question que l'officier de l'état civil apprécie la validité des pièces présentées. Il doit uniquement veiller à ce que la déclaration contienne les pièces requises (Rapport de la Commission de la Justice, op.cit., p. 83, 84 et 89).

Je me permets également de rappeler que dans le cadre de la mise en œuvre des principes de simplification administrative, l'officier de l'état civil ne pourra pas réclamer au déclarant des données auxquelles il aurait directement accès. Pour savoir quels sont les documents qui ne doivent pas être fournis par l'étranger à l'officier de l'état civil, il est renvoyé à l'article 14 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Ces quelques remarques préalables faites, deux cas de figure peuvent se présenter :

- L'officier de l'état civil estime la déclaration incomplète. Il en informe l'intéressé dans un délai de trente-cinq jours à compter du dépôt de la déclaration attesté par le récépissé. Il utilisera pour ce faire le formulaire de notification des pièces manquantes annexé à l'arrêté royal du 14 janvier 2013. Le déclarant aura deux mois à partir de la date d'envoi de ce formulaire sous pli recommandé pour transmettre les pièces qui font encore défaut. S'il apparaît que la déclaration n'est toujours pas complète, nonobstant le délai complémentaire accordé, l'officier de l'état civil notifiera à l'intéressé sa décision de déclarer irrecevable la déclaration de nationalité dans les quinze jours ouvrables suivant l'expiration du délai accordé à l'étranger pour réparer l'oubli. La déclaration d'irrecevabilité de l'officier de l'état civil peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat.

La demande est réputée complète en cas de non-respect des délais susmentionnés.

- L'officier de l'état civil estime la déclaration complète et recevable. Il délivre à l'intéressé un récépissé attestant d'un dossier complet dans les trente-cinq jours ouvrables à compter du dépôt de la déclaration.

L'officier de l'état civil peut également conclure au caractère complet de la déclaration après que le déclarant lui ait remis dans le délai légal les pièces signalées manquantes. Dans ce cas, l'officier de l'état civil délivre un récépissé attestant d'un dossier complet dans les quinze jours ouvrables suivant l'expiration du délai accordé à l'étranger pour régulariser sa situation.

c. Après s'être assuré que le dossier est complet de la manière établie précédemment, l'officier de l'état civil transmet immédiatement pour avis, une copie du dossier intégral au parquet du tribunal de première instance dans les cinq jours ouvrables qui suivent la délivrance du récépissé attestant d'un dossier complet. L'officier de l'état civil s'assurera que le récépissé est joint au dossier de manière à ce que le parquet soit précisément informé du point de départ du délai dont il dispose pour remettre un avis. Le procureur du Roi en accuse réception sans délai.

besluit dat machtiging verleent om de naam of voornaam toe te voegen – waarvoor de voorschriften van registratie voorafgaandelijk vervuld zijn – is overgeschreven in de registers door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verblijfplaats van de vreemdeling, indien deze laatste in het buitenland geboren is, of door de ambtenaar van de gemeente in België waar de betrokkene geboren is.

Indien de vreemdeling in België geboren is maar in een andere gemeente dan die waar de nationaliteitsverklaring is afgelegd, dient overeenkomstig artikel 9 van de wet van 15 mei 1987 de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand zonder dralen de Minister van Justitie te verwittigen van de verrichte overschrijving alsmede de ambtenaar van de burgerlijke stand bij wie de verklaring is afgelegd, zodanig dat deze laatste aan de betrokkene de datum kan meedelen waarop de schorsing van de procedure een einde heeft genomen.

De FOD Justitie zal alleszins eveneens aan de gemeente waar de verklaring werd geacteerd het bericht van overschrijving zenden.

Er dient te worden opgemerkt dat de verzoeker in zijn eigen belang steeds een afschrift van de overschrijving kan vragen teneinde de voor de verklaring bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand daarvan op de hoogte te kunnen brengen en aldus de schorsing te onderbreken.

b. De ambtenaar van de burgerlijke stand heeft dertig dagen de tijd, vanaf de dag waarop de verklaring geacteerd werd, om na te gaan of de stukken vermeld in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bijgevoegd zijn. Volgens de voorbereidende werken mag de ambtenaar van de burgerlijke stand de geldigheid van de voorgelegde stukken niet beoordelen. Hij moet er enkel op toezien dat de verklaring de vereiste stukken omvat (Verslag namens de Commissie voor de Justitie, op.cit., blzn. 83, 84 en 89).

Ik wil er tevens aan herinneren in het kader van de toepassing van de principes van administratieve vereenvoudiging, dat de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verklaarder geen gegevens mag eisen waartoe hijzelf rechtstreeks toegang heeft. Om te weten welke documenten de vreemdeling niet moet verstrekken aan de ambtenaar van de burgerlijke stand wordt verwezen naar artikel 14 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

Na deze inleidende opmerkingen, bekijken we twee gevallen die zich kunnen voordoen :

- De ambtenaar van de burgerlijke stand beoordeelt de verklaring als onvolledig. Hij stelt de belanghebbende hiervan in kennis binnen een termijn van vijftig werkdagen, te rekenen vanaf het afleggen van de verklaring zoals blijkt uit het ontvangstbewijs. Daartoe maakt hij gebruik van het formulier inzake de kennisgeving van ontbrekende stukken, dat als bijlage is gevoegd bij het koninklijk besluit van 14 januari 2013. De verklaarder heeft twee maanden de tijd vanaf de datum van aangetekende verzending van dat formulier om de ontbrekende stukken over te zenden. Indien daarna blijkt dat de verklaring nog steeds onvolledig is, niettegenstaande de toegekende bijkomende termijn, stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand de belanghebbende in kennis van zijn beslissing om de nationaliteitsverklaring onontvankelijk te verklaren, binnen de vijftien werkdagen na het verstrijken van de termijn die aan de vreemdeling werd verleend om het verzuim te herstellen. Tegen de onontvankelijkheidsverklaring door de ambtenaar van de burgerlijke stand staat een beroep tot nietigverklaring open voor de Raad van State.

Het verzoek wordt geacht volledig te zijn in geval van niet-naleving van de voornoemde termijnen.

- De ambtenaar van de burgerlijke stand beoordeelt de verklaring als volledig en ontvankelijk. Hij levert een ontvangstbewijs van volledig dossier af binnen vijftig werkdagen te rekenen vanaf het afleggen van de verklaring.

De ambtenaar van de burgerlijke stand kan tevens besluiten tot de volledigheid van het dossier nadat de verklaarder hem de als ontbrekend gemelde stukken binnen de wettelijke termijnen heeft bezorgd. In dit geval verstrekt de ambtenaar van de burgerlijke stand een ontvangstbewijs van volledig dossier binnen de vijftien werkdagen na het verstrijken van de termijn die de vreemdeling werd verleend om zijn situatie in regel te brengen.

c. Na zich aldus van de volledigheid van het dossier te hebben vergewist, zendt de ambtenaar van de burgerlijke stand onverwijld een afschrift van het integrale dossier voor advies naar het parket van de rechtbank van eerste aanleg binnen de vijf werkdagen volgend op de afgifte van het ontvangstbewijs van volledig dossier. De ambtenaar van de burgerlijke stand vergewist zich ervan dat het ontvangstbewijs bij het dossier is gevoegd, zodat het parket precies op de hoogte is van de aanvang van de termijn waarover het beschikt om een advies uit te brengen. De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding.

En même temps qu'il communique au procureur du Roi copie du dossier, l'officier de l'état civil en transmet également copie à l'Office des étrangers et à la Sûreté de l'Etat. L'officier de l'état civil informe ces deux instances qu'elles doivent communiquer leurs éventuelles observations au procureur du Roi dans les deux mois à compter de l'accusé attestant d'un dossier complet.

Comme par le passé, la Loi maintient deux règles - initialement instituées par la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses I - visant à encadrer deux situations particulières théoriquement susceptibles de se produire en cas de violation de la disposition prévoyant la communication obligatoire de la déclaration par l'officier de l'état civil au parquet dans les cinq jours ouvrables :

La première situation est celle où un officier de l'état civil transmet tardivement le dossier à la fin du délai de quatre mois empêchant par ce fait le parquet d'exercer concrètement son contrôle. Afin de parer à cette éventualité et d'éviter une inscription automatique de la déclaration dans ce cas, il est prévu qu'en cas de transmission tardive, le parquet, seule instance habilitée, dans ce cas de figure, à remettre un avis, disposera au minimum d'un mois à dater de la transmission pour rendre son avis. *A contrario*, si la déclaration est communiquée avant le dernier mois du délai, le délai ne sera pas prolongé.

La deuxième situation est celle où un officier de l'état civil omettrait purement et simplement de transmettre un dossier au parquet. Si une telle situation devait se produire, il serait anormal que la nationalité soit acquise de plein droit sans que le parquet ait eu la possibilité d'exercer un quelconque contrôle quant au point de savoir si le déclarant remplit les conditions pour obtenir la nationalité belge. Pour éviter une telle situation, il est prévu que, dans l'hypothèse visée, l'officier de l'état civil ne pourra pas inscrire la déclaration.

2° Le procureur du Roi

Le procureur du Roi peut, dans les quatre mois à compter de la date du récépissé attestant d'un dossier complet, émettre un avis négatif sur l'acquisition de la nationalité belge lorsqu'il existe un empêchement résultant de faits personnels graves ou lorsque les conditions de fond ne sont pas remplies.

L'avis négatif doit être motivé.

Sur la notion de faits personnels graves, l'on se reportera à ce qui a été précédemment exposé au point II, B de la présente circulaire.

Si le procureur du Roi estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation en ce sens à l'officier de l'état civil qui est alors tenu d'inscrire immédiatement la déclaration et de la mentionner conformément à l'article 22, § 4, CNB. L'officier de l'état civil notifie au déclarant l'inscription de la déclaration. L'intéressé devient Belge à compter de l'inscription.

Lorsque le procureur du Roi émet un avis négatif, cet avis est notifié par ses soins sous pli recommandé en même temps à l'officier de l'état civil et à l'intéressé.

L'intéressé dispose d'un délai de quinze jours suivant la réception de l'avis négatif du parquet ou de l'information visée au § 3, alinéa 4, dernière phrase de l'article 15 CNB (absence d'inscription de la déclaration en raison de la non-communication du dossier du demandeur par l'officier de l'état civil), pour inviter, par lettre recommandée, l'officier de l'état civil à transmettre son dossier au tribunal de première instance.

A ce stade de la procédure, il est utile de préciser que la Loi a supprimé le système de transformation automatique des déclarations en demandes de naturalisation tel qu'originellement mis en place par la loi du 22 décembre 1998 en cas de non saisine du tribunal de première instance par l'intéressé suite à un avis négatif du procureur du Roi. Cela signifie que l'intéressé n'aura pas d'autre option s'il ne manifeste pas - selon les formes prescrites par la Loi - sa volonté de saisir le tribunal de première instance.

3° Les cours et tribunaux

Après avoir entendu ou appelé l'intéressé, le tribunal statue, par décision motivée, dans les deux situations suivantes :

- soit, sur le bien-fondé de l'avis négatif après avoir entendu ou appelé l'intéressé;
- soit, dans l'hypothèse où l'officier de l'état civil aurait omis de transmettre la déclaration au parquet (article 15, § 3, alinéa 4, dernière phrase, CNB).

Op hetzelfde moment dat de ambtenaar van de burgerlijke stand aan de procureur des Konings een afschrift van het dossier verzendt, zendt hij hiervan eveneens een afschrift over aan de Dienst Vreemdelingenzaken en de Veiligheid van de Staat. De ambtenaar van de burgerlijke stand deelt beide instanties mee dat zij hun eventuele opmerkingen moeten toezenden aan de procureur des Konings binnen de twee maanden te rekenen vanaf het ontvangstbewijs van het volledig dossier.

Zoals in het verleden handhaaft de Wet twee regels - oorspronkelijk ingesteld door de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen I - die twee situaties beogen die zich in theorie kunnen voordoen ingeval van miskenning van de bepaling die voorziet in de verplichte overzending van de verklaring door de ambtenaar van de burgerlijke stand aan het parket binnen de vijf werkdagen :

De eerste situatie is die waarbij een ambtenaar van de burgerlijke stand het dossier laattijdig verzendt na afloop van de termijn van vier maanden en daardoor het parket belet zijn controle concreet uit te oefenen. Om hierop te anticiperen en om een automatische inschrijving van de verklaring in dat geval te voorkomen, is er bepaald dat in geval van laattijdige overzending het parket, als enig orgaan dat in deze situatie gemachtigd is een advies te verlenen, over minstens een maand beschikt vanaf de overzending om zijn advies te verstrekken. *A contrario*, indien de verklaring overgezonden is vóór de laatste maand van de termijn, wordt de termijn niet verlengd.

De tweede situatie is die waarbij een ambtenaar van de burgerlijke stand eenvoudigweg verzuimt om een dossier aan het parket over te zenden. Indien dit zich zou voordoen, zou het abnormaal zijn dat de nationaliteit van rechtswege verkregen wordt, zonder dat het parket ook maar enige mogelijkheid heeft gehad om te controleren of de verklaarder voldoet aan de voorwaarden voor verwerving van de Belgische nationaliteit. Om zulke situatie te voorkomen, is bepaald dat in dergelijk geval de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring niet mag inschrijven.

2° De procureur des Konings

De procureur des Konings kan, binnen vier maanden te rekenen vanaf het ontvangstbewijs van een volledig dossier, een negatief advies uitbrengen met betrekking tot de verkrijging van de Belgische nationaliteit wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten eigen aan de persoon of wanneer de grondvoorwaarden niet vervuld zijn.

Het negatief advies moet met redenen omkleed zijn.

Voor het begrip gewichtige feiten eigen aan de persoon wordt verwezen naar de toelichting bij voornoemd punt II, B van deze omzendbrief.

Indien de procureur des Konings van oordeel is dat hij geen negatief advies moet verlenen, verzendt hij een attest in die zin naar de ambtenaar van de burgerlijke stand, die de verklaring onverwijld inschrijft en daarvan melding maakt overeenkomstig artikel 22, § 4, WBN. De ambtenaar van de burgerlijke stand geeft de verklaarder kennis van de inschrijving van de verklaring. De belanghebbende wordt Belg vanaf de inschrijving.

Wanneer de procureur des Konings een negatief advies verstrekt, wordt daarvan door zijn toedoen tezelfdertijd bij een ter post aangetekende zending kennis gegeven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en aan de belanghebbende.

De belanghebbende beschikt over een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het negatieve advies van het parket, of van de informatie bedoeld in § 3, vierde lid, laatste zin, van artikel 15 WBN (afwezigheid van inschrijving van de verklaring wegens niet-overzending van het dossier van de aanvrager door de ambtenaar van de burgerlijke stand), om, bij een ter post aangetekende brief, de ambtenaar van de burgerlijke stand te vragen om zijn dossier over te zenden aan de rechtbank van eerste aanleg.

In dit stadium van de procedure is het nuttig erop te wijzen dat de Wet een einde heeft gemaakt aan het systeem van automatische omzetting van de verklaringen in naturalisatieverzoeken zoals het oorspronkelijk werd ingesteld bij de wet van 22 december 1998, ingeval de belanghebbende zich niet tot de rechtbank van eerste aanleg wendt na negatief advies van de procureur des Konings. Dat betekent dat de belanghebbende geen andere optie meer heeft, zo hij niet - in de door de Wet voorgeschreven vormen - te kennen geeft dat hij zich tot de rechtbank van eerste aanleg wil wenden.

3° De hoven en rechtbanken

Na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen, doet de rechtbank uitspraak, met redenen omkleed, in de volgende twee situaties :

- hetzij over de gegrondheid van het negatief advies, na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen;
- hetzij in het geval waarbij de ambtenaar van de burgerlijke stand zou hebben verzuimd de verklaring aan het parket over te zenden (artikel 15, § 3, vierde lid, laatste zin, WBN).

Alors que par le passé, le procureur du Roi devait notifier lui-même la décision du tribunal à l'intéressé, la notification de ces décisions incombe désormais au greffe du tribunal de première instance conformément au droit commun de la procédure civile.

L'intéressé et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision dans les quinze jours de la notification par requête adressée à la cour d'appel. Celle-ci statue après avis du procureur général et après avoir entendu ou appelé l'intéressé. Les citations et notifications se font par la voie administrative.

Le dispositif de la décision définitive d'abrogation de l'avis négatif est envoyé à l'officier de l'état civil par les soins du ministère public.

L'officier de l'état civil doit immédiatement inscrire et mentionner la déclaration conformément aux dispositions de l'article 22, § 4 CNB. L'intéressé devient Belge à compter de l'inscription.

B. ACQUISITION DE LA NATIONALITE PAR NATURALISATION

1. CONDITIONS D'ACCES

Contrairement aux procédures de déclaration dont le nombre a été fortement réduit, la procédure de naturalisation, bien que maintenue, a été profondément remaniée afin de répondre à l'objectif poursuivi par les auteurs de la Loi consistant à restituer à la naturalisation son caractère d'exception.

Auparavant, la naturalisation était ouverte à l'étranger âgé d'au moins dix-huit ans, justifiant d'un séjour légal au moment de la demande et d'une résidence principale de trois années en Belgique également couvertes par un séjour légal.

La naturalisation est désormais ouverte à deux catégories d'étrangers :

- les personnes qui peuvent faire état à l'égard de la Belgique de mérites exceptionnels dans des domaines scientifiques, sportifs ou socioculturels et de par ce fait, sont en mesure de pouvoir justifier d'une contribution particulière au rayonnement international de la Belgique. Ces personnes devront également expliquer les raisons pour lesquelles il leur est quasiment impossible d'acquérir la nationalité belge par déclaration ;

- les personnes qui sont reconnues judiciairement apatrides en vertu de la Convention internationale relative au statut des apatrides et signée à New York le 28 septembre 1954 et résident de manière ininterrompue depuis au moins deux ans en Belgique sous le couvert de séjours légaux. Sur la notion de séjour légal, l'on se reportera à ce qui a déjà été mentionné à ce sujet au point II, D de la présente circulaire.

Les deux catégories d'étrangers précitées doivent également satisfaire à la condition de séjour illimité requise au moment de la demande.

2. PROCEDURE

La procédure de naturalisation présente certaines similitudes avec la procédure de déclaration tout en maintenant quelques particularités en raison de sa spécificité.

Il est à relever que le formulaire de demande de naturalisation a été adapté suite à la nouvelle Loi. Il est renvoyé à cet égard à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Comme par le passé, le demandeur peut adresser sa demande de naturalisation soit à la Chambre des représentants, soit à l'officier de l'état civil de sa résidence principale.

L'autorité saisie de la demande vérifie :

- si le droit d'enregistrement a été acquitté;
- si le formulaire de demande est dûment rempli et comporte au dessus de la signature du demandeur, la mention manuscrite : « *je déclare vouloir acquérir la nationalité belge et me soumettre à la Constitution, aux lois du peuple belge et à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* »;

- s'il n'y a aucune divergence dans l'orthographe des nom et prénom de l'intéressé. En cas de divergence, la demande est suspendue jusqu'à ce que l'orthographe soit uniformisée dans tous les registres et documents;

- si l'étranger possède un nom et un prénom. Dans la négative, l'officier de l'état civil ou la Chambre proposera à l'étranger d'introduire une procédure gratuite de changement de nom et/ou de prénom sur la base de la loi du 15 mai 1987 avec en corollaire, la suspension du traitement de la déclaration de nationalité jusqu'à ce que l'étranger ait obtenu un nom ou un prénom (cfr. ce qui a été déjà dit à ce sujet au point 3 relatif à la description de la procédure de déclaration);

Terwijl vroeger de procureur des Konings zelf kennis moest geven van de beslissing van de rechtbank aan de belanghebbende, komt voortaan de kennisgeving van die beslissingen toe aan de griffie van de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig het gemeen recht van de burgerlijke procedure.

De belanghebbende en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing bij verzoekschrift gericht aan het hof van beroep. Het hof van beroep doet uitspraak na advies van de procureur-generaal en na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen. De dagvaardingen en kennisgevingen geschieden langs administratieve weg.

Het beschikkende gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het negatieve advies wordt opgeheven, wordt door toedoen van het openbaar ministerie aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gezonden.

De ambtenaar van de burgerlijke stand moet de verklaring onmiddellijk inschrijven en daarvan melding maken overeenkomstig de bepalingen van artikel 22, § 4, WBN. De belanghebbende wordt Belg vanaf de inschrijving.

B. DE VERKRIJGING VAN DE NATIONALITEIT DOOR NATURALISATIE

1. TOEGANGSVOORWAARDEN

In tegenstelling tot de procedures bij verklaring, waarvan het aantal sterk werd verminderd, werd de naturalisatieprocedure wel behouden maar ingrijpend hervormd teneinde tegemoet te komen aan het opzet van de wetgever om aan de naturalisatie haar uitzonderlijk karakter terug te geven.

Vroeger stond de naturalisatie open voor de vreemdeling van minstens achttien jaar oud, mits hij zich kon beroepen op een wettelijk verblijf op het ogenblik van het verzoek en op een hoofdverblijf van drie jaar in België dat eveneens was gedekt door een wettelijk verblijf.

De naturalisatie staat voortaan open voor twee categorieën van vreemdelingen :

- de personen die ten aanzien van België buitengewone verdiensten kunnen bewijzen op het wetenschappelijk, sportief, of sociocultureel vlak en daardoor in staat zijn een bijzondere bijdrage te leveren voor de internationale uitstraling van België. Deze personen moeten tevens kunnen verduidelijken waarom zij zo goed als in de onmogelijkheid verkeren om de Belgische nationaliteit door verklaring te verkrijgen;

- de personen die gerechtelijk staatloos zijn verklaard op grond van het internationaal Verdrag van 28 september 1954 betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New York, en onafgebroken sedert ten minste twee jaar in België onder dekking van een wettelijk verblijf verblijven. Voor het begrip wettelijk verblijf wordt verwezen naar de toelichting bij voornoemd punt II, D van deze omzendbrief.

De twee voornoemde categorieën van vreemdelingen moeten eveneens voldoen aan de vereiste voorwaarde van onbeperkt verblijf op het ogenblik van het verzoek.

2. PROCEDURE

De naturalisatieprocedure heeft bepaalde overeenkomsten met de procedure van verklaring, maar houdt wegens haar specifieke karakter toch enkele bijzonderheden in.

Er moet worden opgemerkt dat het formulier voor het naturalisatieverzoek aangepast werd ingevolge de nieuwe Wet. In dat verband wordt verwezen naar bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

Zoals in het verleden kan de aanvrager zijn naturalisatieverzoek richten aan hetzij de Kamer van volksvertegenwoordigers, hetzij de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn hoofdverblijfplaats.

De overheid waaraan de aanvraag voorgelegd wordt, onderzoekt :

- of het registratierecht werd voldaan;
- of het aanvraagformulier naar behoren werd ingevuld en de handtekening van de aanvrager voorafgegaan wordt door de met de hand geschreven vermelding : "*Ik verklaar Belgisch staatsburger te willen worden en de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden te zullen naleven*";

- of er geen enkel verschil is in de schrijfwijze van de naam en de voornaam van de belanghebbende. Zo ja, wordt het verzoek opgeschort totdat de schrijfwijze in alle registers en documenten gelijk is gemaakt;

- of de vreemdeling een naam en een voornaam heeft. Indien dat niet zo is, stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand of de Kamer van volksvertegenwoordigers de vreemdeling voor om kosteloos een procedure tot verandering van naam en/of voornaam in te stellen overeenkomstig de wet van 15 mei 1987, waarbij de behandeling van de nationaliteitsverklaring wordt opgeschort totdat de vreemdeling een naam of voornaam heeft bekomen (cfr. wat in dit verband is gezegd in punt 3 betreffende de beschrijving van de procedure van verklaring);

- si les actes et pièces justificatifs tels qu'énumérés au chapitre V de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 sont joints à la demande. A l'instar de ce qui a été précédemment mentionné pour la procédure de déclaration concernant à ce sujet l'application concrète des principes de simplification administrative (cf. point 3.2.1), je rappelle que l'intéressé sera dans certains cas dispensé de fournir à l'autorité concernée des documents auxquels cette dernière a directement accès. Comme précédemment exposé, la liste des documents concernés est énoncée à l'article 14 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Si c'est l'officier de l'état civil qui a été saisi de la demande, il délivrera, s'il estime le dossier *prima facie* complet, un récépissé attestant du dépôt de la demande de naturalisation.

Dans le délai de quinze jours suivant le dépôt de la demande de naturalisation, l'officier de l'état civil transmet la demande ainsi que toutes les pièces qui lui ont été communiquées à la Chambre des représentants.

La Chambre des représentants délivre au demandeur un récépissé attestant le dépôt d'un dossier complet de demande de naturalisation. Ce récépissé constitue le point de départ du délai de contrôle imparti aux différentes instances consultatives pour lesquelles un avis est demandé sur l'octroi de la nationalité belge, à savoir, la Sécurité de l'Etat, le Parquet et l'Office des étrangers. En effet, la Chambre des représentants joue un rôle central dans la transmission de la demande aux différentes instances chargées de donner un avis.

Concrètement, la Chambre doit communiquer le dossier du demandeur ainsi que le récépissé dans les cinq jours ouvrables qui suivent la délivrance du récépissé attestant d'un dossier complet. Les trois instances consultatives doivent accuser réception sans délai de la transmission du dossier par la Chambre des représentants et disposent d'un délai de quatre mois pour remettre un avis.

Comme par le passé, la loi retient l'hypothèse où la Chambre ne communiquerait le dossier qu'à la fin du délai de quatre mois, privant de ce fait, les trois instances consultatives de la possibilité d'exercer leur contrôle. Afin de pallier cette éventualité, le délai sera prolongé d'un mois à dater de la communication du dossier aux trois instances consultatives puisque dans ce cas de figure, chacune d'elles, doit rendre séparément un avis à la Chambre des représentants afin qu'elle puisse statuer sur l'octroi de la naturalisation.

La Chambre statue selon les modalités déterminées dans son règlement. L'intégration et la connaissance d'une des trois langues constituent des éléments importants qui sont précisés par la Commission des naturalisations dans son règlement.

Le demandeur acquiert la nationalité belge le jour où l'acte de naturalisation est publié au *Moniteur belge*.

C. REGIME TRANSITOIRE

De manière générale, les demandes et les déclarations introduites avant le 1^{er} janvier 2013 doivent être traitées conformément aux dispositions antérieurement applicables. Cela signifie notamment qu'une déclaration introduite avant le 1^{er} janvier 2013, qui, en cas d'avis négatif du parquet, n'a pas fait l'objet d'une saisine du tribunal de première instance dans le délai légalement requis, sera automatiquement transformée en demande de naturalisation.

Par dérogation à ce qui précède, l'article 24 relatif aux déclarations de recouvrement de la nationalité belge est entré en vigueur le jour de la publication de la loi au *Moniteur belge* à savoir le 14 décembre 2012.

Les déclarations de recouvrement introduites auprès de l'officier de l'état civil entre le 14 et le 31 décembre 2012 doivent être déclarées recevables. Elles ne pourront cependant être effectivement traitées qu'à partir du 1^{er} janvier 2013 correspondant à la date d'entrée en vigueur des articles 7bis et 15 CNB, dans la mesure où ces dispositions doivent être lues en combinaison avec l'article 24 CNB.

Les déclarations de recouvrement qui sont introduites auprès des autorités diplomatiques belges à partir du 14 décembre 2012 devront être déclarées irrecevables.

- of de akten en stavingsstukken bedoeld in Hoofdstuk V van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bij het verzoek zijn gevoegd. Naar analogie met wat hierboven werd vermeld inzake de procedure van verklaring, met betrekking tot de concrete toepassing van de principes van de administratieve vereenvoudiging (cf. punt 3.2.1), herhaal ik dat de belanghebbende in bepaalde gevallen dient vrijgesteld te worden van het verstrekken van documenten aan de desbetreffende overheid waartoe deze rechtstreeks toegang heeft. Zoals reeds gezegd, is de lijst van de desbetreffende documenten opgenomen in artikel 14 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

Indien het verzoek is gericht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, levert deze, indien hij het dossier *prima facie* volledig acht, een ontvangstbewijs van neerlegging van het naturalisatieverzoek af.

Binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de indiening van het naturalisatieverzoek, zendt de ambtenaar van de burgerlijke stand het verzoek alsook al de hem toegezonden stukken over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De Kamer van volksvertegenwoordigers levert aan de aanvrager een ontvangstbewijs af dat bevestigt dat een volledig dossier van naturalisatieaanvraag werd ingediend. Dat ontvangstbewijs vormt het begin van de controletermijn waarover de verschillende adviesorganen, te weten de Veiligheid van de Staat, het Parket en de Dienst Vreemdelingenzaken, beschikken om hun advies inzake de toekenning van de Belgische nationaliteit te verstrekken. De Kamer van volksvertegenwoordigers speelt inderdaad een centrale rol bij de overzending van het verzoek aan de verschillende instanties die een advies moeten geven.

Praktisch gezien moet dus de Kamer het dossier van de aanvrager alsook het ontvangstbewijs verzenden binnen vijf werkdagen volgend op de afgifte van het ontvangstbewijs van het volledig dossier. De drie adviesorganen moeten onverwijld de ontvangst van de toezending van het dossier door de Kamer van volksvertegenwoordiger bevestigen en zij beschikken over een termijn van vier maanden om advies uit te brengen.

Zoals in het verleden houdt de wet rekening met het geval waarin de Kamer het dossier pas aan het eind van de termijn van vier maanden verzendt, waardoor de drie adviesorganen hun controle niet kunnen uitoefenen. Om deze mogelijkheid te verhelpen, zal de termijn in dat geval worden verlengd met één maand te rekenen van de overzending van het dossier aan de drie adviesorganen omdat in dit geval elk van hen afzonderlijk een advies moet uitbrengen aan de Kamer van volksvertegenwoordigers opdat zij uitspraak kan doen over de toekenning van de naturalisatie.

De Kamer beslist op de wijze bepaald in haar reglement. De integratie en de kennis van één van de drie landstalen zijn belangrijke elementen die door de commissie voor de Naturalisaties in haar reglement nader zijn bepaald.

De aanvrager verkrijgt de Belgische nationaliteit op de dag dat de akte van naturalisatie wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

C. OVERGANGSREGELING

Over het algemeen moeten de verzoeken en verklaringen die zijn ingediend vóór 1 januari 2013 behandeld worden overeenkomstig de voorheen toepasselijke bepalingen. Dat betekent inzonderheid dat een verklaring die werd ingediend vóór 1 januari 2013, die, in geval van negatief advies van het parket, niet aan de rechtbank van eerste aanleg is voorgelegd binnen de wettelijke vereiste termijn, automatisch zal worden omgezet in een naturalisatieverzoek.

In afwijking van het voorgaande is artikel 24 betreffende de verklaringen tot herkrijging van de Belgische nationaliteit, in werking getreden op de dag van de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*, te weten 14 december 2012.

De verklaringen tot herkrijging die werden ingediend bij de ambtenaar van de burgerlijke stand tussen 14 en 31 december 2012, moeten onvankelijk worden verklaard. Zij kunnen echter pas effectief behandeld worden vanaf 1 januari 2013, zijnde de datum van inwerkingtreding van de artikelen 7bis en 15, vermits die bepalingen gelezen moeten worden in samenhang met artikel 24 WBN.

De verklaringen tot herkrijging die bij de Belgische diplomatieke overheden ingediend zijn vanaf 14 december 2012, moeten onontvankelijk worden verklaard.

V. LA PERTE DE LA NATIONALITE BELGE

A. LA DECLARATION DE RENONCIATION

L'article 18 de la Loi modifie certains aspects de l'article 22 CNB qui sont brièvement évoqués ci-après :

1° l'article 18 précité complète le § 1^{er}, 2°, de l'article 22 en posant que la déclaration de renonciation de l'intéressé n'aura d'effet qu'au jour où celui-ci aura acquis ou recouvré une autre nationalité. Il s'agit d'une dérogation au principe général selon lequel la déclaration de renonciation n'a d'effet qu'au jour où elle est reçue par l'officier de l'état civil.

2° l'article 18 aligne la version néerlandaise du texte de l'article 22, § 4, CNB sur la version francophone, plus conforme à la volonté initiale du législateur. En effet, selon la version néerlandaise du texte, les déclarations de renonciation (article 22, § 1^{er}, 2°, CNB), de conservation de la nationalité belge (article 22, § 1^{er}, 5°, CNB) et d'attribution de la nationalité belge (article 8, § 1^{er}, 2°, b), CNB) doivent être faites devant l'officier de l'état civil (ou l'autorité belge habilitée à assumer des fonctions d'état civil à l'étranger) de la résidence principale de « l'intéressé » alors que le texte francophone fait référence à la résidence principale du « déclarant ». Cette discordance a donné lieu à de nombreuses difficultés en pratique. Désormais, les déclarations en cause devront être reçues uniquement au lieu de résidence principale du déclarant.

B. LA DECHEANCE DE LA NATIONALITE BELGE

La Loi a étendu les possibilités de prononcer la déchéance de la nationalité belge afin de remédier au fait que cette mesure n'était pratiquement pas appliquée par les cours d'appel. Pour ce faire, la loi contient une définition plus vaste des agissements frauduleux dans le cadre de l'acquisition de la nationalité et dispose, dans un nouvel article 23/1 du CNB, que le juge en première instance ou en appel peut, dans certains cas, prononcer la déchéance de la nationalité à titre de mesure complémentaire.

1. Fraude commise lors de l'acquisition de la nationalité

L'article 23, § 1^{er}, 1°, du CNB, inséré par la loi du 27 décembre 2006, a érigé la fraude lors de l'acquisition de la nationalité belge en fondement juridique spécifique afin de permettre à la cour d'appel de déchoir de la nationalité belge un demandeur ayant fait usage de déclarations ou de documents frauduleux qui ont été déterminants dans la décision d'octroi de la nationalité. A notre connaissance, cet article a été appliqué à trois reprises par la cour d'appel de Gand et une seule fois par la cour d'appel de Liège, essentiellement pour fraude à l'identité et fraude à l'obtention d'un titre de séjour légal.

Cette disposition a été intégralement remplacée par l'article 19 de la Loi, ce, à la demande des parquets, qui estimaient préférable, dans un souci de clarté, de mentionner nommément les infractions, ainsi qu'à la demande des officiers de l'état civil, qui étaient demandeurs pour que la fraude à l'identité ainsi que celle commise dans le cadre des demandes d'obtention de droits au séjour soient mentionnées explicitement (cf. *doc.* Chambre 53 0476/008, p. 19). La Loi retient actuellement cinq cas spécifiques de fraude à l'acquisition de la nationalité belge, à savoir la conduite frauduleuse, la transmission de fausses informations, la commission de faux en écriture et/ou l'usage de documents faux ou falsifiés, la fraude à l'identité, et la fraude à l'obtention du droit de séjour. Par ailleurs, la loi n'exige plus que la fraude ait été déterminante dans le cadre de l'acquisition de la nationalité. Il a en effet été estimé que cette condition représentait une charge probatoire trop lourde pour le ministère public dans la mesure où elle exigeait que la nullité de la quasi-totalité des pièces du dossier soit démontrée (cf. *doc.* Chambre 53 0476/001, p. 23).

Il est à remarquer que conformément à l'article 23, § 9, du CNB, l'action en déchéance de la nationalité belge pour fraude reste soumise à la prescription de cinq ans à compter du jour où l'intéressé devient belge.

2. Manquements graves aux devoirs de citoyen belge

Selon la nouvelle loi, il est toujours loisible à la cour d'appel de prononcer la déchéance de la nationalité à l'égard d'un étranger devenu Belge qui manque gravement à ses devoirs de citoyen.

V. HET VERLIES VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

A. DE VERKLARING VAN AFSTAND

Artikel 18 van de Wet wijzigt bepaalde aspecten van artikel 22 WBN, die hierna in het kort worden aangehaald :

1° artikel 18 vult § 1, 2°, van artikel 22 aan door te bepalen dat de verklaring van afstand van de belanghebbende pas uitwerking heeft op de dag dat hij een andere nationaliteit heeft verkregen of herkregen. Het betreft een afwijking van het algemeen principe dat de verklaring van afstand pas uitwerking heeft op de dag dat zij ontvangen is door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

2° artikel 18 stemt de Nederlandse versie van de tekst van artikel 22, § 4, WBN af op de Franse versie, die meer in de lijn ligt van de oorspronkelijke intentie van de wetgever. Inderdaad, volgens de Nederlandse versie van de tekst moeten de verklaringen van afstand (artikel 22, § 1, 2°, WBN), van behoud van de Belgische nationaliteit (artikel 22, § 1, 5°, WBN) en van toekenning van de Belgische nationaliteit (artikel 8, § 1, 2°, b), WBN) afgelegd worden voor de ambtenaar van de burgerlijke stand (of de Belgische overheid gemachtigd tot de uitoefening van het ambt van burgerlijke stand in het buitenland) van de hoofdverblijfplaats van de "belanghebbende" terwijl de Franse tekst refereert aan de hoofdverblijfplaats van de « déclarant ». Dit gebrek aan overeenstemming heeft aanleiding gegeven tot tal van praktische problemen. Voortaan moeten de verklaringen in kwestie enkel ontvangen worden in de hoofdverblijfplaats van de verklaarder.

B. DE VERVALLENVERKLARING VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

De Wet heeft de mogelijkheden om de vervallenverklaring van de Belgische nationaliteit uit te spreken uitgebreid teneinde te verhelpen aan het feit dat deze maatregel praktisch niet werd toegepast door de hoven van beroep. De wet bevat daarom een ruimere omschrijving van de frauduleuze handelingen bij de verwerving van de nationaliteit en zij voorziet, in een nieuw artikel 23/1 WBN, dat de rechter in eerste aanleg of in beroep in bepaalde gevallen als bijkomende maatregel de vervallenverklaring kan uitspreken.

1. Fraude gepleegd bij het verkrijgen van de nationaliteit

Artikel 23, § 1, 1°, WBN, ingevoerd door de wet van 27 december 2006, maakte van fraude bij het verkrijgen van de Belgische nationaliteit een specifieke rechtsgrond teneinde het hof van beroep in staat te stellen de vervallenverklaring van de Belgische nationaliteit uit te spreken ten aanzien van een aanvrager die gebruik had gemaakt van frauduleuze verklaringen of documenten die van doorslaggevend belang waren bij de beslissing tot toekenning van de nationaliteit. Voor zover bekend werd dit artikel driemaal toegepast door het hof van beroep van Gent en eenmaal door dat van Luik. Het ging voornamelijk om identiteitsfraude en fraude bij het bekomen van een wettelijke verblijfstitel.

Deze bepaling werd volledig vervangen door artikel 19 van de wet, en dit op vraag van de parketten, die van mening waren dat het duidelijker was om de misdrijven nominatief te vermelden, en ook op vraag van de ambtenaren van de burgerlijke stand, die vroegen om fraude met de identiteit en die welke werd gepleegd bij het aanvragen van verblijfsvergunningen uitdrukkelijk te vermelden (zie Kamer, *Stuk* doc. 53 0476/008, p. 19). De wet weerhoudt thans vijf specifieke gevallen van fraude bij het verkrijgen van de Belgische nationaliteit, namelijk een bedrieglijke handelwijze, het verschaffen van valse informatie, het plegen van valsheid in geschrifte en/of het gebruik van valse of vervalste stukken, identiteitsfraude en fraude bij het verkrijgen van het recht op verblijf. Daarnaast vereist de wet niet langer dat de fraude van doorslaggevend belang is geweest bij het verkrijgen van de nationaliteit. Men was van mening dat deze voorwaarde voor het openbaar ministerie een te zware bewijslast was omdat zij vereiste dat de ongeldigheid van bijna alle stukken in het dossier diende te worden aangetoond (zie Kamer, *Stuk* doc. 53 0476/001, p. 23).

Er dient nog te worden opgemerkt dat, krachtens art. 23, § 9, WBN, de vordering voor de vervallenverklaring van de Belgische nationaliteit wegens fraude onderworpen blijft aan de verjaring van vijf jaar te rekenen vanaf de dag dat de betrokkene Belg is geworden.

2. Ernstig tekortkomen aan zijn verplichtingen als Belgisch burger

Onder de nieuwe nationaliteitswet staat het aan het hof van beroep nog steeds vrij de vervallenverklaring uit te spreken ten aanzien van de Belg geworden vreemdeling die ernstig tekortkomt aan zijn verplichtingen van burger.

3. La déchéance de la nationalité par le juge du fond

Dans son article 23/1, la nouvelle loi offre la possibilité au juge pénal de prononcer immédiatement la déchéance de la nationalité pour certaines infractions. Cette possibilité est également offerte au juge civil en cas de mariage de complaisance.

Il n'y a donc pas d'obligation pour le juge de prendre cette mesure et celle-ci doit en outre avoir été requise par le ministère public.

Ainsi, le juge pénal pourra prononcer la déchéance de la nationalité à titre de sanction complémentaire si la personne concernée a été condamnée pour des actes dont le degré de gravité est tel qu'il ne peut subsister le moindre doute quant à l'absence totale de volonté d'intégration dans la communauté d'accueil dans son chef, mais aussi quant au danger manifeste que représente cette personne pour la communauté en général (cf. *doc.* Chambre 53 0476/001, p. 11).

Les actes concernés font l'objet d'une liste limitative énumérée à l'article 23/1, 1°, CNB s'agissant de crimes contre le Roi et le gouvernement, de crimes contre la Sûreté de l'Etat, de crimes de guerre et des violations graves du droit humanitaire, d'infractions terroristes, de menaces d'attentat contre les personnes et les biens, de traite des êtres humains, de vols et d'extorsions en matières nucléaires.

L'article 23/1, 2°, CNB vise également les infractions dont la commission a été manifestement facilitée par la possession de la nationalité belge. A cet égard, on a songé à l'usage qu'une personne fait à mauvais escient d'informations qui ont été obtenues à titre professionnel dans le cadre de l'exercice d'une fonction qui, pour des raisons de sécurité, ne peut être exercée que par des Belges, comme à la Sûreté de l'Etat ou à la Défense (cf. *doc.* Chambre 53 0476/001, p. 24).

Cette extension de la procédure de déchéance de la nationalité s'accompagne de deux conditions supplémentaires : premièrement, le nouveau Belge doit avoir été condamné, comme auteur, coauteur ou complice à une peine d'emprisonnement de minimum cinq ans sans sursis, deuxièmement, l'infraction doit avoir été commise dans les dix ans (pour une infraction visée au point 1°) ou dans les cinq ans (pour une infraction visée au point 2°) à compter de la date d'obtention de la nationalité belge.

Le juge civil ne pourra prononcer immédiatement la déchéance de la nationalité que dans un seul cas, à savoir, en cas d'annulation d'un mariage de complaisance tel que décrit à l'article 146bis du Code civil (article 23/1, § 1^{er}, 3°, du CNB). L'annulation du mariage constitue la preuve que celui-ci ne visait pas à établir une relation durable mais bien à obtenir un avantage qui résulte du mariage.

L'article 23/1, § 2, du CNB dispose par ailleurs que la déchéance de la nationalité ne peut avoir pour effet de rendre la personne concernée apatride, à moins que la nationalité n'ait été acquise à la suite d'une conduite frauduleuse, par transmission de faux documents ou par dissimulation d'un fait pertinent. Ces trois critères sont inscrits à l'article 7, alinéa 1^{er}, b, de la Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997. En outre, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice européenne, il est prévu que si la déchéance entraîne l'apatridie, le juge doit accorder à la personne concernée un délai raisonnable afin de lui donner une véritable chance de recouvrer sa nationalité initiale (cf. *doc.* Chambre 53 0476/013, p. 35).

Enfin, signalons encore que, conformément à l'article 23/1, § 4, du CNB, une personne qui a été déchue de la nationalité belge ne peut redevenir Belge que par le biais de la procédure de naturalisation, ce qui signifie qu'elle doit pouvoir faire état de mérites exceptionnels à la Belgique ou bénéficier du statut d'apatride couplé à 2 années (minimum) de résidence légale dans notre pays.

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

3. De vervallenverklaring van nationaliteit door de bodemrechter

De nieuwe wet geeft in artikel 23/1 aan de strafrechter de mogelijkheid om voor bepaalde misdrijven de vervallenverklaring van de nationaliteit uit te spreken. Deze mogelijkheid wordt eveneens geboden aan de burgerlijke rechter in geval van schijnhuwelijk.

Er is dus geen verplichting voor de rechter om die maatregel te nemen en bovendien moet hij door het openbaar ministerie worden gevorderd.

Aldus kan de strafrechter de vervallenverklaring als bijkomende sanctie uitspreken indien de betrokken persoon veroordeeld werd voor misdrijven die zodanig ernstig zijn dat niet de minste twijfel kan bestaan over diens totaal gebrek aan integratiewil in de onthaalgemeenschap maar ook over het duidelijk gevaar dat deze persoon voor de gemeenschap in het algemeen vormt (zie Kamer, *Stuk* doc. 53 0476/001, p. 11).

De betrokken misdaden zijn opgesomd in een limitatieve lijst vermeld in artikel 23/1, 1°, WBN die betrekking heeft op misdaden tegen de Koning en de Regering, misdaden tegen de veiligheid van de Staat, oorlogsmisdaden en ernstige schendingen van het humanitair recht, terroristische misdrijven, bedreigingen met aanslagen op personen en goederen, mensenhandel, diefstal en afpersing inzake kernmateriaal.

Daarnaast is er in art. 23/1, 2°, WBN sprake van het plegen van een misdrijf waarvan het plegen kennelijk werd vergemakkelijkt door het bezit van de Belgische nationaliteit. Men heeft hierbij gedacht aan het misbruik van informatie dat wordt gemaakt door een persoon die deze informatie beroepshalve heeft verworven in het kader van een functie die om veiligheidsredenen enkel kan worden uitgeoefend door Belgen, zoals bij de staatsveiligheid en landsverdediging (zie Kamer, *Stuk* doc. 53 0476/001, p. 24).

Deze uitbreiding van de procedure van vervallenverklaring gaat gepaard met twee bijkomende voorwaarden, ten eerste moet de nieuwe Belg definitief veroordeeld zijn als dader, mededader of medeplichtige tot een gevangenisstraf zonder uitstel van minstens vijf jaar, en ten tweede moet het misdrijf gepleegd zijn in de periode van tien jaar (voor een misdrijf voorzien in het punt 1°) en vijf jaar (voor het misdrijf vermeld in het punt 2°) te rekenen vanaf de datum van de verkrijging van de nationaliteit.

Slechts in één geval kan de burgerlijke rechter onmiddellijk de vervallenverklaring van nationaliteit uitspreken, namelijk in geval van nietigverklaring van een schijnhuwelijk zoals omschreven in art. 146bis van het Burgerlijk Wetboek (art. 23/1, § 1, 3°, WBN). De nietigverklaring van het huwelijk bewijst dat het niet gericht was op het totstandbrengen van een duurzame relatie maar op het bekomen van een voordeel dat volgt uit het huwelijk.

Verder bepaalt art. 23/1, § 2, WBN dat de vervallenverklaring van nationaliteit niet mag tot gevolg hebben dat de betrokken persoon daardoor staatloos wordt, tenzij hij de nationaliteit heeft verkregen door bedrieglijk gedrag, het verschaffen van valse stukken of het verzwijgen van enig relevant feit. Deze drie criteria zijn opgenomen in artikel 7, lid 1, b, van het Europees Verdrag inzake nationaliteit van 6 november 1967. Daarnaast wordt, overeenkomstig de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie, bepaald dat indien de vervallenverklaring tot staatloosheid leidt, de rechter aan de betrokken persoon een redelijke termijn moet toekennen zodat hij een eerlijke kans krijgt om zijn oorspronkelijke nationaliteit te herwinnen (zie Kamer, *Stuk* doc. 53 0476/013, p. 35).

Er dient tenslotte nog vermeld te worden dat luidens art. 23/1, § 4, WBN een van de Belgische nationaliteit vervallen persoon enkel opnieuw Belg kan worden via de procedure van de naturalisatie, wat betekent dat hij zich moet kunnen beroepen op buitengewone verdiensten voor België of moet genieten van het statuut van staatloze waaraan een wettelijk verblijf van minstens twee jaar in het land is gekoppeld.

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM